

TINA, histoire d'une croyance

Les psychiatres pourraient être convoqués de nouveau. En ces temps de manifestations maniaque-dépressives de la finance et des financiers, le diagnostic de « folie » pour qualifier la crise financière, la « énième » crise financière qui secoue la planète Terre dirait le petit prince, est de nouveau à la mode. Du côté des instances morales et politiques, souvent les mêmes, l'adjectif prisé est « immoral ». L'opinion publique, elle, oscille entre l'indignation ou le parti-pris de la sagesse accomplie qui tient en deux mots : « C'est ainsi ». Quant aux experts¹, pour nombre d'entre eux, j'hésite pour ma part à distribuer leur docte appréciation entre un problème ophtalmique de l'ordre de la cécité, ou bien une certaine nullité de pensée, ou encore, plus probable, la complicité idéologique, puisque l'un d'entre eux, et pas des moindres, déclarait dès août 2007 : « *La crise du crédit immobilier n'est pour l'instant pas gigantesque. Pas de quoi gripper les moteurs de la croissance* »² ou plus récemment, « *Il n'y a pas d'inquiétudes à avoir sur la solidité des banques françaises...le système français est beaucoup plus diversifié et bien mieux équilibré que le système américain* »³ D'ailleurs cela importe peu puisque, quels que soient leurs diagnostics et leurs pronostics, pour ceux-là, l'explication, la solution, la garantie tient en deux ou trois mots, des substantifs plutôt que des verbes évidemment, d'une indicible indigence : RÉGULATION et MORALISATION ! Souvent aussi, TRANSPARENCE.

Reste la non-voix du milliard d'individus qui savent ce que c'est d'avoir faim et des deux autres milliards à qui la ration de riz procure 70% de leurs calories quotidiennes. Ceux-là au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, petits et grands, ne diront rien, parce qu'ils ne comprennent pas, parce qu'ils ne savent pas, parce qu'ils sont persuadés de ce que dit *TINA*. *TINA* n'est pas une personne ni un personnage, ce qui laisserait toujours la possibilité de lui tordre le cou une fois pour toutes ou de le ranger dans une bibliothèque d'archives. Non, *TINA* est un acronyme, une formule. Facile à retenir. C'est autrement plus dangereux et pour plus longtemps, d'autant plus qu'elle est une affirmation, en forme de croyance, dont elle revendique la force et l'évidence. Elle veut dire : ***There is no alternative***, comprenez : ***Il n'y a pas d'alternative***.

Elle veut dire que l'ordre causal de ce qui arrive et sa pérennité ne sauraient être remis en question. Elle fut prononcée et répétée souvent par Margareth Thatcher, en son temps, entre les années 1980 et 1990, pour signifier que la politique menée par elle dans son pays était la seule possible. Elle fut reprise récemment en août 2008, par un autre responsable politique, français, pour dire la même chose, vingt ans plus tard.⁴

On peut, on doit, se demander quelle est cette histoire, implacable, inexorable et sans fin, revêtue dans les représentations de la toute puissance d'un Royaume divin déjà là. Car *TINA* se veut de l'amplitude du sacré, ou pour le moins, de ce que Spinoza, dans un registre philosophique, désignait par le mot *conatus*, à savoir la force, « *l'effort par lequel toute chose tend à persévérer dans son être* » laquelle force « *n'est rien de plus que l'essence actuelle de cette chose* »⁵ Cela peut être Dieu, la Nature, l'Argent, le Marché, l'Univers, la circulation sanguine, une idée, la pulsion freudienne ou nietzschéenne, la cupidité thomiste etc. Bref tout ce qui a force existentielle de se maintenir et de s'accroître.

D'abord, je peine à croire que des individus, certains donnés pour des génies de l'équation et d'autres, en grand nombre, responsables de structures qui brassent des milliers de milliards, soient des « fous ». Ensuite, il faut quand même rappeler l'implication pénale, adossée à la morale, du terme de « folie ». Ce mot détermine un statut d'aberration exceptionnelle à ce qui, par ailleurs, peut persister comme du parfait bon sens, voire de l'acceptable non dangereux, et pénalement, il débouche sur une reconnaissance d'irresponsabilité. Mais alors que le système pénal, en présence

¹ Je pense à J. Attali, E. Cohen, N. Baverez, A. Landier, pour rester en France seulement et en écartant les politiques.

² Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, Université de Paris-Dauphine dans *Libération*, le 11 août 2007.

³ Mme C. Lagarde, le 21/9/2008, sur Europe 1

⁴ F. Fillon, le 18/8/2008 : http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/interventions_premier_ministre_9/conférence_presse_sur_situation_60820.html

⁵ *Éthique III, Proposition VII.*

d'aberration chronique, préconise une mise à l'écart définitive peu ou prou, pour cause de nuisance publique, ici le traitement octroyé à la « folie » de la finance prend l'allure d'un quitus par quoi on estime que, passé le moment compulsif, la vie continue, en attendant le prochain coup de folie.⁶ Ce qui est parfaitement logique, à l'intérieur du système qui ne se reconnaît qu'un seul principe moral : « l'aléa moral » précisément par quoi le capitalisme financier peut prendre d'autant plus de risques qu'il sait pouvoir compter sur les autres, dans une inéluctable prise d'otage des Banques Centrales, des États, et finalement des contribuables, pour régler la note de ces risques, tout en gardant pour lui les bénéfices accumulés. Ce qui s'appelle socialiser les pertes et privatiser les profits et qui se traduit par la création d'une industrie de transfert de risques sur le plus grand nombre : aux États d'assurer les pertes, le chômage et les déficits par un ignoble chantage moral : pour sauver la victime il faut affranchir le coupable. Reste que la victime n'est pas sauvée : pour ne prendre qu'elle, la banque anglaise *Northern Rock* qui a fait fortune par les crédits pendant des années, désormais refinancée par les pouvoirs publics pour ne pas disparaître, se reconstitue en toute légalité son patrimoine d'actifs immobiliers en rachetant les maisons saisies pour défaut, une centaine par jour depuis des mois. Les victimes sont toujours à la rue. Qu'importe, la banque, gagnante du début à la fin, est sauvée. Le beurre...

Quant à l'immoralité, elle alimente le subjectif, l'indignation, au demeurant un bon capital pour l'action, mais un écran de fumée là où il n'y a que des structures, des institutions, des rapports de force. En d'autres termes, l'appréciation « immorale » ne vaut guère plus que celle de « folie ». Au fond, ces mots négocient la pérennité : *TINA*, encore et toujours. Aux foules d'apprendre à devenir un peu philosophes.

Mettons-nous d'accord sur deux principes.

Le premier dit que c'est aux fruits que l'on reconnaît l'arbre. Autrement dit, la validité et l'acceptabilité d'un système ne se mesurent pas seulement à l'aune de ses réalités produites, rien n'étant parfait dans ce bas monde, mais il faut aussi examiner les logiques en œuvre. Les droits de l'homme et de l'enfant, la croissance économique, le Royaume de Dieu sont des fruits estimables mais si pour les rendre enviables j'ai recours aux bombes à défragmentation et aux centres de rétention, aux famines, et au chômage, alors je suis acculé, en dernière analyse, à légitimer ces réalités horribles *en raison* de leur nécessité dans la poursuite de leurs finalités respectives, c'est-à-dire à légitimer des contradictions au nom de leur hypothétiques dépassement ou conciliation. Le meilleur serviteur du bien peut devenir ainsi le mal. Il ne reste plus alors qu'à conclure avec *il n'y a pas d'autre alternative, c'est ainsi, etc.* pour boucler la boucle.

Deuxième principe, plus spécifique. On peut supposer qu'une réflexion chrétienne sur l'économie reposera sur quelques invariants de base : la justice, la libération, la dignité, la paix, la solidarité. Invariants qui, toujours selon l'inspiration chrétienne, ne sont pas des donnés, mais des actions, des intérêts, des productions humaines, bref, un commandement nouveau. De ce fait, ils portent aussi bien sur l'intentionnalité que sur la prise en compte des conséquences vérifiables. Ce qui implique deux principes d'analyse : par le premier, j'écarte l'étanchéité posée par l'économisme bien né entre la « rationalité économique », ses pratiques et ses exigences, en pouvoir autonome, et l'éthos relégué dans les éthers d'un idéal, cloison bien commode et surtout permissive qui fait la part belle au hasard, fût-il désastreux. Les rapports entre rationalité économique et éthos sont une vieille affaire originaire et nodale de toute théorie économique, déclinée de multiples manières. Si ce débat présente quelques intérêts réels, il est le plus souvent une tarte à la crème des parures idéologiques sans grande efficacité, et dans l'éthos et dans l'économique. De ce fait, les notions de « folie » et « d'immoralité » évoquées plus haut et à chaque contraction sont irrecevables chrétiennement et c'est au contraire la responsabilité qui est seule admissible, par quoi on assume et la faute et la liberté. Pour le traduire en situation, il n'y a pas d'un côté une « économie réelle » digne et noble, et de l'autre côté une « sphère financière », d'autant plus puissante et ignoble qu'elle est occulte, qui vampirise l'économie réelle. N'importe quel entrepreneur ou banquier rira de cette distinction parce qu'il aura compris sa méprise interne : celle d'occulter la transformation en quelques décennies d'un même système économique. Dans le même raisonnement, il n'y a pas un

⁶ « Comme le reconnaît M. Paulson, (Secrétaire du Trésor américain) une meilleure régulation ne nous évitera pas une explosion tous les cinq ou dix ans. A ce moment là, se feront de nouveau entendre les clameurs de changement » *The Economist*, 5 avril 2008

« bon capitalisme » vertueux, « éthique » entrepreneurial et bancaire, à sauver des capitalistes eux-mêmes et un « mauvais capitalisme » prédateur, nocif et parasitaire, qui a vampirisé l'économie. Ces arguties rhétoriques nous plongent dans la féerie de Blanche-Neige qui ménage ses nains.

Par le second j'écarte tout autant la supériorité de l'un sur l'autre, celle de la « rationalité économique » sur l'éthos, ou inversement, pour au contraire soutenir que c'est dans leurs tensions respectives, réciproques et souvent contradictoires que se situent et ce qui invalide des invariants chrétiens et ce qui peut les valider. Conséquemment, les notions de « régulation », de « transparence » qui s'efforcent depuis des lustres, au mieux, de minimiser ces contradictions, au pire, d'annuler vainement leurs tensions, sont a priori trompeuses et illusoires : poursuivre la paix ou la justice sans l'inscrire dans la « rationalité économique » est le propre de la falsification idéologique, pharisienne, de l'Évangile qui, chacun le sait, s'est confronté aux croyances et aux réalités humaines. Tenir compte de la « rationalité économique » sans la confronter à ses productions éthiques, le chacun pour soi du système de retraite anglo-saxon par exemple, qui se résume en dernier ressort à ce que Durkheim nommait le « lien social », l'individu en lui-même et en société, c'est oublier que cette rationalité est faite par des hommes et pour des hommes et non par des anges et pour des chérubins et donc, qu'elle détermine les rapports sociaux : « faites-vous des amis avec le malhonnête argent » disait-il (*Luc 16,9*), ou mieux, « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » (*Luc 20,25*). Donc soyons chiche et parlons de « rationalité économique », voire de fiscalité puisqu'il va jusque là, comme partie prenante du Royaume de Dieu. Pour dire la même chose en moins religieux, l'émancipation humaine ne saurait être priée de rester en dehors des systèmes, quels qu'ils soient, comme la démocratie est priée de s'arrêter aux portes de l'entreprise le lundi matin après avoir été exercée le temps d'un week-end ou quelques minutes dans l'isolement. Le Royaume n'est vraiment Bonne Nouvelle que s'il contamine le royaume.

Ce verbiage élémentaire admis, la « crise », qui reste pour beaucoup invisible pour le moment, est bien une réalité déjà là pour beaucoup d'autres, quelques vingt millions minimum de chômeurs supplémentaires d'ici moins d'un an, selon le *BIT*. Mes amis du *Secours Populaire* m'ont dit récemment que leurs moyens frôlaient le rien. Considérer cette crise comme un « accident », une « dérive » et, somme toute, un mauvais moment à passer, relève, me dit-on, du bon sens⁷. Je n'en ai pas et n'ai pas envie d'en avoir parce que ce n'est pas la première, parce qu'il faut interpréter « les signes des temps » surtout lorsque, à vie d'homme, ils vont dans le même sens, et parce que l'esprit veut comprendre. Mais par-dessus tout, parce que la facture obscène devient à chaque fois proportionnellement plus saignante.

Donc d'abord de l'histoire, ensuite la « crise », enfin en finir avec *TINA* lorsqu'elle affirme *qu'il n'y a pas d'alternative*. Et, pour conjurer la tentation tant à la mode d'effacer subitement l'ardoise par des incantations philosophiques et des gros chèques, il faut détailler brièvement par le menu celle de *TINA*.

A) Un peu d'histoire.

Les historiens et autres experts me disent que depuis cinq siècles au moins⁸ l'économie obéit à un système qui est le capitalisme, qu'il est le bon et le seul système qui convienne puisque, vieux de cinq siècles, il a fait ses preuves, lesquelles sont le progrès économique, le développement de la production et de ses moyens, donc le bonheur des hommes et des sociétés, ramené, en situation, à la notion de croissance. Ses instruments privilégiés sont, dit-on, le marché, la marchandise, et son mode « naturel » selon la théorie classique, est l'échange, devenue la concurrence, désormais globalisée, mondialisée. Elle est le mécanisme fondamental par lequel tout le monde est donné gagnant-gagnant.

À ces preuves irréfutables, viendrait le verdict récent apporté par l'échec historique d'autres systèmes économiques, par exemple, celui dit du « collectivisme » de l'ancienne URSS ou celui du

⁷ « Dans quelques semaines, le marché se reformera et les affaires reprendront comme auparavant. Il y aura des pertes, des faillites, puis les fonds actuellement fermés rouvriront et susciteront à nouveau des appétits ».

Élie Cohen, directeur de recherche au CNRS et enseignant à Sciences Po, *Le Monde*, 17 août 2007.

⁸ « On ne saurait aller contre cinq siècles de booms et d'effondrements financiers » *The Economist*, 5 avril 2008.

producteur-consommateur, lequel pêche par insuffisance de capitalisme, comme c'est le cas pour les économies « attardées » (P. Léon) du Sud, et a contrario, voyez la Chine qui grâce au capitalisme cousine depuis quelques années avec un taux de croissance à 11% !

Le capitalisme a donc « l'histoire pour lui »⁹ bêlent en chœur ses artisans : *TINA* est véridique, absolument.

Il y a en tout cela du vrai quant à la référence lointaine. Les travaux de F. Braudel, de K. Marx, de M. Weber et j'en passe sont éloquentes. Il y a aussi du vrai quant à la validité du système dans la sphère de la production. Le capitalisme est assurément un puissant moteur de développement de la production et des moyens de produire. Encore faut-il s'entendre : quand on parle de la Chine sur laquelle on salive tant, de quoi parle-t-on au juste ? D'un pays composé de 27 régions dont 9 seulement présentent un PIB par habitant supérieur ou égal au PIB par tête des pays occidentaux les plus riches. Soit « un marché » de 450 millions environ d'habitants sur 1,3 milliard. Les deux-tiers n'intéressent pas le « marché », pour raison de pauvreté. Tant pis pour eux.

Outre donc que le développement capitaliste a un prix, celui de la pauvreté assurée des deux tiers de la population planétaire, il reste que la perspective historique de ce raisonnement est fautive, l'analyse économique biaisée, et donc la déduction idéologique, *il n'y a pas d'alternative*, illégitime.

Le capitalisme, présenté comme processus global de l'évolution historique ne résiste pas à l'observation de même nature. Le marché, l'échange ne datent pas de cinq siècles, c'est évident. L'existence de marchés, donc l'enrichissement réel ou anticipé de régions économiques devenues des États-Nations plus importants que d'autres, s'est traduite par des rapports de force, marchands, militaires et politiques – une puissance économique tend toujours à devenir une puissance politique et militaire, il ne faut pas l'oublier – qui ont conduit à un développement et à une extension de ces puissances, tantôt adversaires tantôt complaisantes, et de ce fait un modèle d'échange a été adopté ou imposé, pacifiquement ou arbitrairement, par vagues successives selon le cas. C'est la réaction entre États menacés politiquement ou physiquement qui a développé le capitalisme et non pas une rationalité idéologique ou économique *a priori*. Les banquiers et marchands de la Méditerranée de Braudel comme les affairistes asiatiques, japonais en particuliers, de la fin du XIX^e siècle n'étaient pas convaincus du *fait* du capitalisme, pas plus que les colonisateurs anciens et contemporains. Les uns attaquaient militairement ou commercialement, les autres se défendaient et pour cela, adoptaient des processus de développement et des techniques pour résister, ou se voyaient obligés de le faire plus ou moins brutalement. C'est tout. Du reste, un tel mécanisme est toujours à l'œuvre et il suffit de prendre acte de la stratégie de l'OMC à l'égard des pays du Sud – aide financière contre libre-échange – un exemple parmi bien d'autres, pour s'en convaincre. Il n'y a donc pas à se persuader historiquement d'une quelconque nécessité théorique du capitalisme d'une part. D'autre part, ce développement, à peine énoncé ici, dit assez une caractéristique de ce système qui est son activation par un rapport de force inégalitaire, nommé concurrence. Cette dialectique explique aussi le caractère diversifié de son implantation, ce qui oblige à théoriser plusieurs modèles de capitalismes.

Dans un système économique qui se donne pour processus de développement la concurrence, à tous les niveaux de la production et de la consommation, le niveau de concurrence ne peut être finalement que le seul vecteur de réussite économique, viabilisé par ses corrélats qui sont la liberté plus ou moins totale des agents économiques mise en confrontation permanente. Et ce ne sont pas les expressions purement idéologiques de « gouvernance » et « d'économie de marché », censées évacuer les formes de conflit de cette confrontation permanente, qui gommeront la présence d'intérêts divergents, ses déséquilibres patents. La logique même du système appelle donc des situations critiques, des crises, qui font éclater des contradictions récurrentes, exacerbées par leur opposition frontales ou sournoises et bientôt érigées en principe même d'évolution : ce sera la théorie de Schumpeter (1883-1950) au début du XX^e siècle et son dogme d'un capitalisme défini comme destruction créatrice permanente : « *le nouveau ne sort pas de l'ancien, mais apparaît à côté de l'ancien, lui fait concurrence jusqu'à le ruiner et modifie toutes les situations* » lit-on dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* en 1942. Ce credo fait toujours l'unanimité : début juillet 2008, le Cercle des économistes réunis à Aix en Provence a célébré Schumpeter et dans un

⁹ L'expression est de J.F. Coppé, dans une récente émission télévisée.

contexte de crise qui provoque le basculement de l'économie planétaire, l'économiste en chef de la France, Madame Lagarde, énonçait sereinement : « *La crise financière est très clairement un élément de destruction créatrice. Le phénomène de destruction est à l'œuvre, la création viendra ensuite* ». Cette croyance qui, faut-il le rappeler, n'est pas sans évoquer le principe de toutes les religions naturalistes en des cycles d'alternance de vie et de mort, s'appuie de même sur une théologie qui leur est commune : la capacité autorégulatrice de la Nature, éventuellement sublimée en transcendance à nom de Main Invisible, Marché, Mondialisation, capable de produire une harmonie universelle, une sorte de planification transcendantale, par le simple laisser-faire des forces en présence. Théologie qui a son panthéon : Smith, Say, Ricardo, Walras, Hayek, etc.

Mais on voit par où elle pêche : les forces en présence ne sont pas, ne doivent pas selon le système, être également distribuées et la stabilité présumée reste purement hypothétique au regard des crises, des guerres, des dominations qui ont ponctué l'histoire du capitalisme d'une part. D'autre part, le développement économique, s'il est indéniable, doit être relativisé en ce qu'il n'implique pas le capitalisme, ou, là où il est impliqué, répond de moins en moins aux besoins humains mais au contraire les corrode à la faveur de déséquilibres économiques mondiaux, tant dans la production et son environnement que dans la répartition de la richesse produite. Même par rapport à ses propres critères et en tout cas par rapport à celui des besoins humains vitaux, le capitalisme est contre-productif.

Second point, relatif au rapport biaisé de l'analyse économique. Le marché n'est pas le capitalisme et réciproquement. Cela se vérifie historiquement mais je ne rentrerai pas dans cette démonstration. Cependant, et pour faire bref et concret, observons qu'un entrepreneur enraciné dans un tissu économique local peut par une stratégie de développement pertinente dégager autant de revenus que n'importe quel employé de la finance engagé sur les marchés dits spéculatifs et, plus que lui, développer des solidarités socio-économiques. L'expression habituelle « économie de marché » est un abus de langage, une tromperie délibérée, dans la mesure où l'économie a toujours reposé en partie sur la marchandise et son échange et surtout, le marché n'a jamais désigné ce que cette expression globalisante (comme son antinomie, « l'économie planifiée ») désigne aujourd'hui, à savoir le *marché libre*, autrement dit la rentabilité sélective. Le marché n'a jamais été libre puisqu'il est soumis naturellement à des coordinations, des réseaux, des hiérarchies. Il est encore moins libre depuis que s'est développé ce qui est, depuis deux siècles au moins, son acteur essentiel, l'entreprise, publique ou privée, avec ses réglementations, ses structures d'obéissance verticale etc. Il ne faut pas oublier qu'il existe aujourd'hui encore des microéconomies faites de petits producteurs marchands d'où sont absentes les entreprises. Confondre capitalisme et marché est une mystification opérante idéologiquement par quoi on associe une activité humaine à un système de gestion de cette activité orienté uniquement vers la production de la valeur marchande. Les distinguer est une nécessité stratégique pour penser l'alternative.

Le niveau de complexité qui caractérise aujourd'hui les processus de production me semble difficilement dépassable. Dans un contexte d'économie de concurrence, le fait marquant et prégnant pour le marché est l'incertitude des débouchés de la production marchande, via la consommation. C'est dans cette incertitude, pour l'atténuer, la corriger ou la colmater qu'a pris place la monnaie, la liquidité, la valeur monétaire comme substitution de la valeur d'usage et de sa production. Mais devenue elle-même marchandise, la liquidité n'est pas épargnée par l'incertitude et ses aléas : depuis le début 2008, la peur du lendemain de ses propriétaires a fait fondre de 25.000 milliards¹⁰ de dollars la valeur de la liquidité du capital et il est plus que probable que le dégel ne s'arrêtera pas à ces niveaux déjà vertigineux !

Or, le marché ne fait sens que *socialement* pour cette double raison, celle en aval, de la contrainte de vente et celle en amont de la contrainte de production, mais, dans les deux cas, c'est-à-dire d'un bout à l'autre du marché, il y a le travail qui permet l'un et réalise l'autre. Tant que la valeur sociale du marché garantit la valeur monétaire, on reste dans l'ordre de la réalité humaine. On peut même ajouter que plus l'emporte cette valeur sociale du marché, en terme d'investissements *socialement déterminés* (contrainte de production) et en terme de débouchés *socialement soutenus* (contrainte

¹⁰ *Le Monde*, 25 octobre 2008.

de vente), plus on soutient le développement économique. Le problème, qui est le fait *spécifique* du capitalisme, c'est que la valeur monétaire, la liquidité acquiert une autonomie telle qu'elle devient une abstraction qui *remplace*, pour ne pas dire sacrifie, et la production et son sens social, en raison de son impératif principal, la rentabilité, impératif qui n'est pas propre au marché en soi, d'une part. D'autre part, parce que cet impératif n'est pas déterminé socialement, c'est-à-dire par l'ensemble des producteurs et des acheteurs de la production, il ne peut s'optimiser qu'en les excluant des décisions de production ou de consommation, ce qui détruit tout consensus social et finalement politique puisque, en dernier ressort, c'est le consensus social qui décide de la légitimité du politique.

L'existence désormais consommée de ce qu'on nomme « l'économie financière » avec ses marchés de change et boursiers ou, en moins lointain, l'évolution globale des masses monétaires¹¹ atteste de cette transformation accomplie par le capitalisme vers la réalisation tendancielle génétique. Deux petits chiffres : l'économie de production, mesurée par le commerce mondial et le PIB brut mondial (valeur de la production des biens et des services) a, *par jour et en dollars*, une valeur moyenne de 150/160 milliards environ ; la valeur de l'économie financière (marchés boursiers, marchés des changes et produits dérivés) atteint par jour 5.500 milliards de dollars dont 3.800 pour les seuls produits dérivés, c'est-à-dire les produits spéculatifs !¹² Qui dit mieux au pays d'Alice ?

Je dis « transformation » mais un théologien aura compris que nous sommes en présence d'une centralité religieuse, la transsubstantiation qui opère le miracle décisif, lequel emporte la conviction d'airain de *TINA* : sous nos yeux vissés sur les cours, le capital transforme *immédiatement* en richesse personnelle la richesse collective issue *du travail des hommes*, inscrite, elle, dans la durée dont il s'affranchit. Le temps du capitalisme est le *court-termisme* par quoi il court-circuite le temps (et l'investissement) humains, autant dire le travail des hommes. Le capitalisme a sa beauté intrinsèque, théorisée par Freud dans le concept de sublimation. Le marché, lieu de production et d'échange, lieu de solidarité et de lien social par le travail, voit sa finalité captée et mutée en production pour la monnaie, pour le capital. Et plus on se rapproche, tant du point de vue de l'organisation concrète du système que de sa philosophie, de la pureté théorique de ce processus d'abstraction du réel par le capital, plus le capitalisme fait la démonstration de sa nocivité pour la réalité humaine qu'il organise, en vérité en la désorganisant. C'est cette dimension concrète qui commande le rapport du marché avec ce qui relève à proprement parler du capitalisme, c'est-à-dire le salariat comme condition et conséquence du marché capitaliste. Le capitalisme associe donc et le producteur et le salariat dans un même arraisonnement. Aussi, si on voit facilement l'intérêt idéologique à assimiler *marché* et *capitalisme*, l'honnêteté intellectuelle d'une analyse économique voudrait qu'on tienne pour plus pertinente la distinction des deux parce que dès lors, la critique peut devenir plus robuste, à la fois sur le bien-fondé de *TINA* et sur la réalité de ce qu'elle induit, le capitalisme lui-même comme seul système possible du marché.

Pour cela, utilisons les indicateurs d'usage, quelques uns au moins, des économistes : la production, la croissance, l'investissement, la consommation, le salariat.

Au moins, dans l'immédiate après-guerre, quelques leçons avaient été tirées de la crise de 1929, laquelle survenait après bien d'autres qui ont jalonné le XIX^e siècle et qui toutes manifestent l'instabilité foncière du système. La configuration du capitalisme dans ce qu'on a nommé les « trente glorieuses » s'inspirant du consensus keynésien et traduite par le fordisme a réduit quelque peu ces distorsions jusqu'au début des années 1970.

Pendant cette période, et à reprendre le seul schéma de la reproduction, certes insuffisant à rendre compte du capitalisme, la production satisfaisait la consommation, voire la détermine, grâce à un

¹¹ Officiellement la BCE affiche une progression de la masse monétaire M3 de 4,5% l'an dont 2,5 points de croissance économique et 2 points d'inflation. Mais en réalité elle augmente de 11,3 %. Dans le détail, la masse monétaire est répartie de la façon suivante : 47 % de pièces, billets et dépôts à vue (M1), 38 % de placements à vue (M2-M1) et 15 % d'actifs financiers négociables (M3-M2). Mais la contribution de chacun de ces compartiments à la croissance du total est respectivement de 31 %, 44 % et 25 %. Autrement dit, 69 % des 11,3 % de croissance de la masse monétaire sont dus aux liquidités qui alimentent les circuits financiers et non le système productif http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu168_4.pdf, en particulier le graphique 7

¹² Sources de ces estimations : FMI, Banque Mondiale, Cnuccd et World Federation of Exchange (WFE) <http://www.world-exchanges.org/WFE/home.asp?menu=27> : cf. Philip S. Golub, *Ce qui se résolvait hier par la guerre...*, *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2008

certain équilibre entre salaire et profits consommés d'un côté et croissance et taux de profit de l'autre. Les politiques de relance par les budgets publics, de salarisation massive et de transferts sociaux dans le revenu disponible des ménages entretenaient une production et une croissance qui laissent aujourd'hui rêveur. Le partage négocié de la valeur ajoutée, résultat des conflits de rapports de classe des années trente permettait de stabiliser la demande en cas de récession débutante et donnait à l'État un rôle accru. En Europe, dans les années cinquante et dès 1948 précisément, l'Union européenne voulant sortir du cloisonnement brun jetait les bases du libre échange et de la circulation monétaire qui restaient encadrés par les accords de Bretton Woods, et sous l'égide du Conseil National de la Résistance, on élaborait un modèle social unique de protection sociale. Il ne faut toutefois pas se méprendre sur cet Âge d'or : il était fondé sur un productivisme grandissant et sur un pillage systématique du Tiers-monde. En outre, les mêmes accords de Bretton Woods ont consacré une monnaie comme monnaie mondiale, le dollar. Et le dollar, dira John Connally en 1971 aux argentiers de la planète, « *est bien notre monnaie, mais il est votre problème* ». La même année, sa désindexation de l'or et l'adoption du change flottant faisaient effectivement du billet vert le problème de tout le monde, c'est-à-dire le moyen de l'hégémonie américaine sur le reste du monde, via le *FMI* et la Banque Mondiale.

Tant que le taux de profit resta à des niveaux élevés, les entrepreneurs se sont satisfaits du système fordiste. Mais celui-ci a un coût et ce coût est supporté aussi par les capitalistes eux-mêmes, soit parce qu'il y a une amputation du profit, même minime, soit surtout parce que c'est un modèle de réglementation qui limite les marges de manœuvre du capitalisme qui a besoin fondamentalement d'avoir les coudées franches, les mains libres pour sauter sur toutes occasions de profits nouvelles. Avec quelques décalages selon les pays, le taux de profit baisse dès le début des années 1970 et cette baisse, accélérée par des crises pétrolières, se prolonge plus d'une décennie, jusqu'au début des années 1980. C'est à ce moment, mais élaborée de longue date¹³, que se met en place la révolution conservatrice : Reagan, Thatcher etc.

Les mots d'ordre connus sont alors déréglementation, privatisation, libre échange, le tout niché et légalisé par des *consensus de Washington* (1989) et autres *traité de Maastricht* (1991). Avec la chute du mur de Berlin puis la victoire écrasante des États-Unis lors de la guerre de 1991, *TINA* pouvait donner l'illusion du triomphe sous la bannière de son principal instigateur américain.

Le système mis en place dans les années 1980 s'interprète donc comme une réaction du capitalisme à la chute du taux de profit. Cette réaction fut habillée d'un discours idéologique à l'unisson dans les pays anglo-saxons et en Europe portant sur des promesses de croissance, de développement, de paix et de stabilité et, de l'autre côté de l'Atlantique, la croyance féroce dans le nouvel ordre se transforme, comme toute croyance, en prophétie millénariste.¹⁴ Pour ne prendre qu'un exemple, français, rappelons un discours de M. Bérégovoy en 1984 à la veille des grandes manœuvres d'ajustements structurels et de libéralisation: « *M'adressant ce soir à un auditoire de chefs d'entreprises, de banquiers, de journalistes économiques et financiers, je voudrais m'arrêter sur un aspect que je tiens pour essentiel si l'on veut donner plus de vigueur à l'économie française : la nécessité de développer les marchés des capitaux, que ce soit le marché financier ou monétaire, marchés qui doivent être plus dynamiques et s'ouvrir aux techniques financières modernes* »¹⁵. Quinze ans plus tôt, en 1969, M. Pompidou avait dit la même chose.¹⁶ Qu'en est-il au juste de cette « *vigueur impulsée à l'économie française* » et mondiale depuis trente ans ?

¹³ Dès 1969, Pompidou déclarait : « *Quand on a choisi le libéralisme international, il faut aussi opter pour le libéralisme intérieur. L'Etat doit donc diminuer son emprise sur l'économie au lieu de chercher perpétuellement à la diriger et à la contrôler* ».

¹⁴ « *On a appelé ce siècle le siècle américain parce que nous y avons été la force dominante pour le bien du monde...maintenant nous sommes à l'orée d'un nouveau siècle. Je dis que ce sera aussi un siècle américain* » M. Bush père, 18 août 1988. Reste à savoir sous quels hospices...

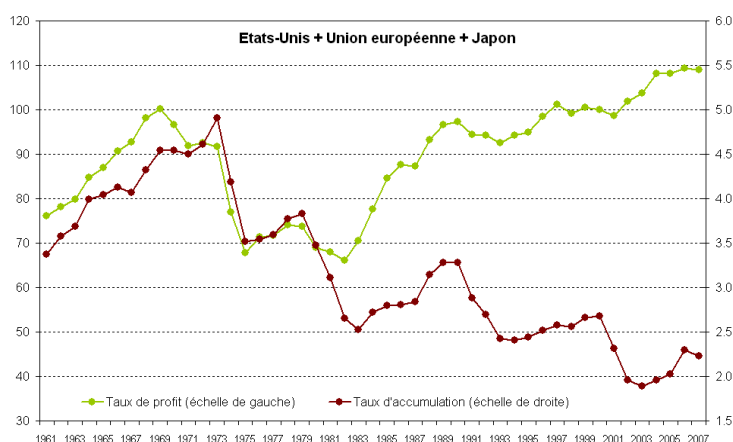
¹⁵ Discours sur « *La réforme des marchés financiers* » prononcé à la Fondation HEC le 5 décembre 1984, cité dans Pierre Bérégovoy, *Une volonté de réforme au service de l'économie*, Paris, 1998, p. 71

¹⁶ « *Quand on a choisi le libéralisme international, il faut opter aussi pour le libéralisme intérieur. L'Etat doit donc diminuer son emprise sur l'économie au lieu de chercher perpétuellement à la diriger et à la contrôler* » ». A. Knapp, *Le Gaullisme après de Gaulle*, Paris, Seuil, 1994, p.772.

B) TINA et l'histoire qu'elle a (réellement) pour elle¹⁷

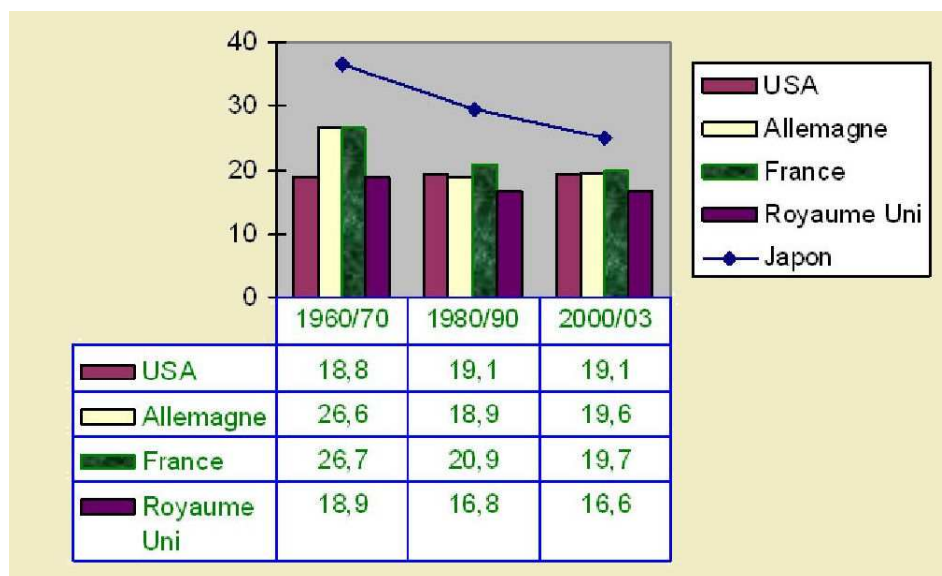
Observons d'abord les indicateurs d'usage : investissements, profits et croissance.

- **Taux d'accumulation et taux de profit dans la Triade (USA-UE-Japon) 1961-2007¹⁸**



Le taux de profit rapporte le profit au capital. Le taux d'accumulation compare l'investissement au capital. Normalement, l'évolution de l'un suit l'évolution de l'autre. L'évolution est parallèle jusqu'au début des années 1980, bien que la baisse soit significative pour les années 1970. A partir des années 1980, mise en place de TINA, l'évolution diverge considérablement. L'écart du ciseau mesure l'écart entre l'un et l'autre, c'est-à-dire le profit non investi. Comment évolue l'investissement productif ?

- **Taux d'investissement brut national (en% du PIB) dans cinq grands pays de l'OCDE¹⁹**



¹⁷ Je simplifierai autant que possible les explications techniques utilisées.

¹⁸Source :AMECO,Commission européenne,2007 :

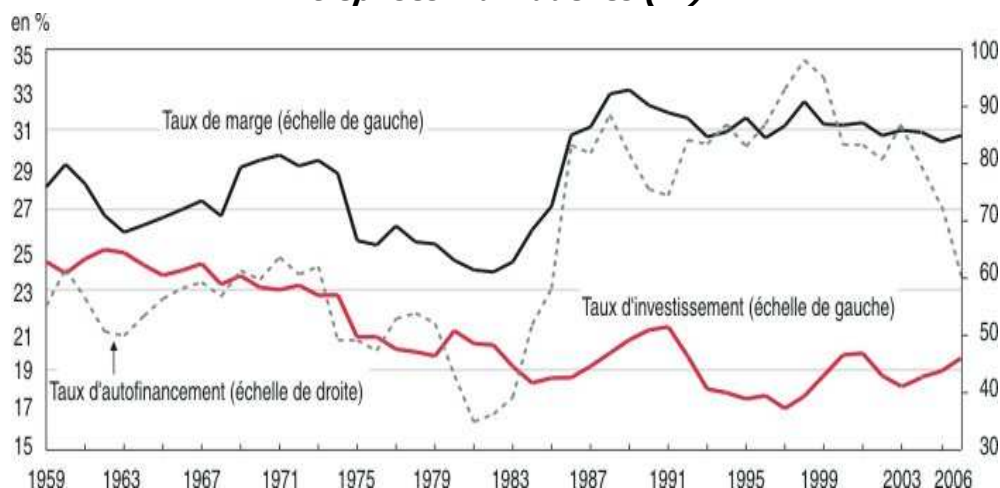
(http://ec.europa.eu/economy_finance/indicators/annual_macro_economic_database/ameco_contents.htm - reproduits dans : <http://hussonet.free.fr/toxicap> et suivre les différents graphiques. Pour une analyse affinée de ces données et de celles qui suivent, sauf indications contraires : M.Husson, Un pur capitalisme, Editions Page Deux, 2008.

¹⁹ Source OCDE, Comptes nationaux et perspectives économiques, n° 81,juin 2007

(http://www.oecd.org/document/9/0,3343,fr_2649_34573_2082825_1_1_1_1,00.html) avec analyse dans

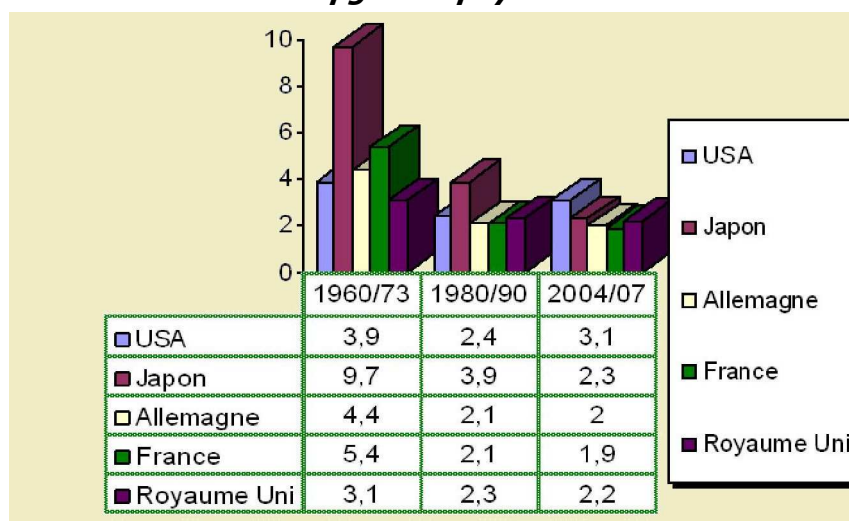
M. Aglietta, Macroéconomie financière, T1, p.10, 2005

- Taux d'investissement pour la France (pour les Sociétés non financières (SNF) et hors Entreprises individuelles (EI)).²⁰



La chute généralisé de l'investissement au profit du taux de marge (part de profit rapporté au PIB, en laissant de côté les subtilités du rapport EBE/VA) traduit la progressive financiarisation des économies, c'est-à-dire le passage d'un financement assuré par le crédit bancaire à un financement assuré par l'activité financière propre des entreprises. D'où la croissance :

- Évolution de la croissance dans cinq grands pays de l'OCDE²¹



Alors que jusqu'au début des années 1970, on observe que l'évolution profits/ investissements/ croissance est constante et cohérente, les trois indicateurs décrochent à partir de cette même date et jusqu'au début des années 1980. C'est la fin de l'époque fordiste que j'ai évoquée plus haut. Il faut donc se demander pourquoi les prévisions de croissance qui ont justifié la mise en place des politiques libérales et de modernisation de l'économie ont induit, *a contrario*, des promesses en forme de nécessités incontournables, une croissance à la baisse. Tendance baissière qui n'est pas prête de se relever comme le préconisent les plus récents rapports, notamment du FMI.^{22 23}

Une première explication se trouve dans l'écart caractéristique entre taux de profit et d'accumulation ou investissement. Celui-ci a stagné, voire régressé tandis que celui-là n'a cessé

²⁰ Source : INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08117
http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1136®_id=0&page=graph#graphique5 – Pour une étude détaillée : BDF : <http://www.banque-france.fr/fr/publications/telnomot/ner/ner63.pdf>

²¹ Source : idem, et M. Aglietta, *op. c. p. 11*

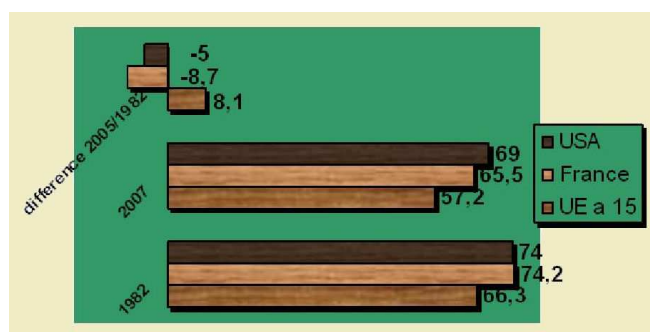
²² Commission européenne d'avril 2008: europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/08/649&format=PDF&aged=0&language=FR&guiLanguage

²³ Voir le rapport du FMI d'octobre 2008 : <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2008/02/pdf/sumf.pdf>

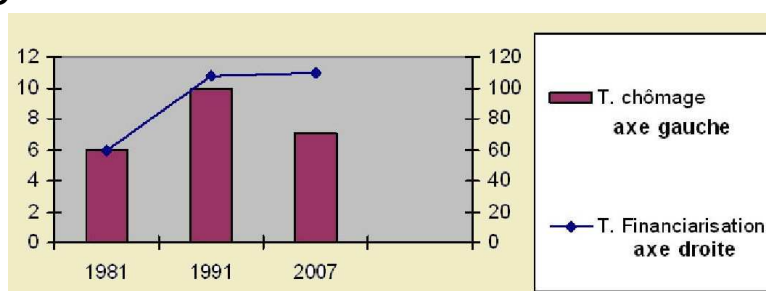
d'augmenter. Autrement dit, les profits n'ont pas été réinvestis dans l'investissement, ce qui est caractéristique du capitalisme contemporain. Le discours du chancelier allemand H. Schmidt « *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain* » n'a pas fonctionné. Mais cette explication, si elle est juste, n'est pas suffisante. Que le capitalisme pompe la richesse produite au détriment de l'investissement, pour évident que cela soit, ne rend pas compte de tout. Surtout, cette explication accrédié l'horizon alternatif restreint de la régulation qui consiste à dire qu'il suffirait d'alléger la ponction des profits sur la valeur ajoutée pour que la croissance soit rétablie. Enfin, si la croissance diminue, on pourrait s'attendre à ce que les profits diminuent ; ce n'est pas le cas. C'est donc que l'augmentation des profits avec une croissance et un investissement en berne provient d'une autre source : la part salariale.

Il faut aussi, pour comprendre la crise actuelle et l'évolution économique américaine qui en est à l'origine, se demander comment la production et la consommation qui la soutient vont être réalisées.

- **Part salariale en % du PIB (USA, UE, France)²⁴**



- **Taux de chômage et taux de financiarisation en UE²⁵**



M. Greespan et d'autres observateurs autorisés n'ont cessé de s'étonner (?) de cette « *caractéristique très étrange* » du capitalisme contemporain qu'ils instiguaient : « *la part des salaires dans le revenu national des USA et dans d'autres pays développés atteint un niveau exceptionnellement bas selon les normes historiques* »²⁶

²⁴ Source : Pour la France, il faut tenir compte de la part salariale dans la valeur ajoutée des entreprises non financière (ENF) ; Le transfert est de 10 points de PIB pour l'ensemble. Voir les différents comptes de la nations publiés par l'INSEE : <http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/souschapitre.asp?id=31> et surtout <http://hussonet.free.fr/c0609f2.pdf>

Pour l'Europe, il s'agit de la part salariale ajustée qui attribue aux non salariés un salaire égal au salaire moyen voir la commission européenne : L'emploi en Europe, l'édition 2007 en particulier le chapitre 5 :

http://ec.europa.eu/employment_social/employment_analysis/employ_2007_fr.htm ainsi que

http://ec.europa.eu/economy_finance/indicators/annual_macro_economic_database/ameco_en.htm

Pour les USA : http://ec.europa.eu/economy_finance/indicators/annual_macro_economic_database/ameco_en.htm

²⁵ Source. M. Husson, Un pur capitalisme, Editions Page Deux, 2008, tout le chapitre I. Le taux de financiarisation mesure la part de profit non investi en % du PIB, comme la différence entre le taux de marge des entreprises et le taux d'investissement.

²⁶ A. Greespan (ancien président de la FED) Financial Times, 17 septembre 2007 ; rejoint par le FMI (World Economic Outlook d'avril 2007 ch. 5 : « *La part des salaires dans les pays développés a baissé en moyenne de 7 points depuis le début des années 1980, ce recul étant plus marqué dans les pays européens* » ; et par la Commission européenne sur « L'Emploi en Europe, 2007 » (ch. 5).

Quant à la Banque des Règlements Internationaux (BRI), qui réunit tous les mois à Bâle les banquiers centraux afin de « *coordonner les politiques monétaires* » et d'« *édicter des règles prudentielles* », elle verse franchement dans le gauchisme : « *« La marge de profit d'une importance sans précédent est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédent dans les quarante-cinq dernières années. »*²⁷

On voit donc bien le retournement par rapport à la période qui précède l'avènement de TINA. D'un système qui ménageait et la production et la demande, donc la croissance, avec un régime salarial proportionnel à la productivité, on passe à un régime où le salaire croît à un rythme inférieur à la productivité, elle-même ralentie. Dans ces conditions, les gains de productivité ne reviennent plus au salariat et à la production, mais au profit. La montée du taux de chômage joue un rôle essentiel dans cette perspective, non comme facteur conjoncturel, mais, avec le blocage salarial, comme vecteurs *structurels* du capitalisme²⁸ qui sera aussitôt théorisé en modèle économique.²⁹ Ce blocage salarial ne désigne pas la seule « modération » du salaire, mais également la restructuration de l'organisation du travail, la bien nommée « valorisation du travail » : les réductions des « coûts salariaux »³⁰ de quelques 70 milliards par an en France, appelés à prendre le relais de la compression salariale qui n'est pas indéfiniment compressible, l'allongement de la durée du travail pour pallier la baisse de productivité, les désengagements sociaux de l'entreprise en matière de protection sociale pour la basculer dans la « responsabilité individuelle » et autres « fonds éthiques » (comprenez les fonds de pension), les révisions des droits du travail vers la flexibilité et enfin, conséquence directe que je ne développerai pas ici, l'obligation pour l'État de compenser sur les marchés financiers, par le déficit public et la régression de la structure non marchande de l'économie, la hausse des profits non distribués. C'est que pour produire de la rente, il faut que le temps de travail augmente, que l'emploi augmente et que les budgets publics diminuent tout comme la part des investissements et des salaires. Il faut bien saisir ici la cohérence du système qui ne pouvait pas ne pas se doter des moyens institutionnels, monétaires et commerciaux pour parvenir à ses fins. Tel est, pour le moins, la fonction en Europe du pacte de stabilité, qui verrouille la politique monétaire des États quand il s'agit des budgets publics évidemment... et non des structures privées. Mais telle est aussi le levier principal de la mondialisation. En effet, à partir du moment où le taux de profit augmente grâce au salariat, compris dans toutes ses précédentes composantes, la reproduction des occasions d'accumulation rentable implique nécessairement la recherche de débouchés alternatifs à la demande salariale d'une part et d'autre part, l'accroissement des espaces géoéconomiques de valorisation du capital. De cette double contrainte interne et structurelle au capitalisme résulte l'autre dimension de TINA, dont elle doit aussi se prévaloir. Je n'en retiens qu'un aspect : la vie à crédit.

Car c'est évident, il faut soutenir la croissance, production et consommation. Pour cela, il faut CONSOMMER ! Mot d'ordre impératif de TINA. Tout le monde y est convoqué. Mais d'abord les détenteurs de revenus non distribués, les rentiers. Ils consomment beaucoup, et c'est essentiel parce que leur consommation doit épauler celle, défaillante, du salariat. Au besoin, les média sont convoqués pour étaler sur une foule impressionnante de périodiques, d'émissions, d'agences mondiales de notation de fortunes, les orgies des plus fortunés, jusqu'à la nausée. C'est qu'ici, « *le robinet à 8.000 euros plaît beaucoup* »³¹ C'est bon parce que cela fait rêver les autres, la grande

²⁷ C'est ainsi que je traduis : *Profit shares have trended upwards since about the mid 1980 in most developed economies for which comparable data are available* : Luci Ellis et Kathryn Smith, « The global upward trend in the profit share, BRI, Working Papers, n° 231, Bâle, juillet 2007. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1013997

²⁸ Significatifs sont à cet égard le développement considérable au Royaume UNI des « gangmasters ces agences intérim spécialisés dans l'acheminement des travailleurs d'Europe Centrale et orientale vers le marché du travail anglais dans des conditions de travail et de vie désastreuses.

²⁹ Au travers de la NAIRU pour *No Accelerating Inflation Rate of unemployment*, c'est-à-dire le taux de chômage qui empêche l'inflation de s'emballer, d'où la nécessité du chômage dans la théorie libérale.

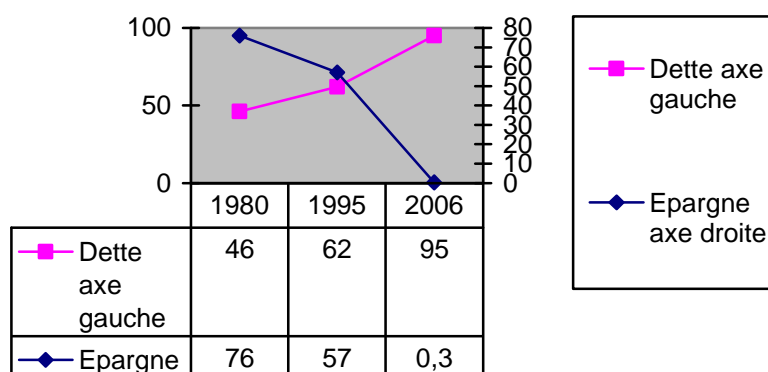
³⁰ Il faut bien lire le rapport de M.Yves BUR, député UMP, sur la questions de l'allègement des coûts salariaux du 23 mai 2008 : <http://www.assembleenationale.fr/13/rap-info/i1001.asp>

³¹ *Les Echos*, du vendredi 30 novembre 2007 dans une enquête sur les millionnaires et leurs maisons et hôtels particuliers. On y lit notamment : « *la mondialisation crée de plus en plus de multimillionnaires* ». *Le Figaro* consacrait également, le même jour, un supplément au « Meilleur du Salon nautique ». Et *Le Monde de même date* présentait, lui, des chaises à « *9 397 euros* » l'unité.

masse qui s'éprend à aimer le luxe et à le trouver normal. Qui sait, un jour... peut-être... etc. Le discours idéologique s'en mêle : l'intérêt du consommateur passe avant tout, (le salarié est avant tout un consommateur bien sûr), son pouvoir d'achat et autres slogans à neuneu. La « baisse des prix » surtout, légitimation irréfutable de la concurrence érigée en dogme de la politique monétaire, a bonne presse et représente ce par quoi on répond au salarié qui revendique : mais ce malheureux consommateur n'a pas compris que la baisse des prix qu'on lui sert est cela même qui fait baisser le salaire nominal du salarié qu'il est ! Sans oublier l'emploi et le bonheur écologique sur la planète Terre. Toutefois, ainsi qu'on le dit dans ce milieu : « *Il ne faut pas avoir l'air de défendre des intérêts, seulement des idées et des principes* »³².

Mais l'essentiel va se jouer d'abord par l'endettement des ménages, l'endettement des entreprises, de l'État etc. Bref, TINA c'est en somme la vie à crédit pour le grand nombre et pour le plus grand bonheur des banques qui créent, *ex nihilo*, la monnaie par le crédit tout en encaissant les intérêts de cette création.³³

- Comparaison de l'Épargne et de la dette des ménages américains (en %du PIB)³⁴



Il faut préciser que si on cumule à la dette des ménages, celle des entreprises et la dette publique, on atteint une dette totale de 235% du PIB américain !

Quant au déficit commercial américain, il est un fait notoire sur fond de baisse de la production : sur sept ans, entre 1997 et 2004, la production industrielle stagne à + 5% à peine, pendant que la demande intérieure augmente de 35% et les importations de 80%, et ceci indépendamment du taux de change³⁵ Ce qui explique la politique du « je te prête et tu me tires », la Chine (réserve de change de 2000 milliards de dollars environ) prête aux USA qui eux pompent sa production, parce que la leur, exceptée l'industrie technologique, a fondu.

Il est évident qu'une telle configuration est insoutenable indéfiniment pour plusieurs raisons et la crise n'en est qu'une expression. Même défalquée des avoirs réels à l'étranger, la dette américaine est abyssale et, en raison des injections massives de liquidités pour financer la crise, cette dette n'est pas prête d'être épongée. Il est probable que l'économie américaine se sorte d'affaire grâce au levier, voire au chantage, de sa monnaie (et de son taux) engrangée un peu partout dans le monde, notamment en Asie. Mais il est clair que l'Asie, comme l'Amérique latine, sont contraintes désormais d'orienter leur production et investissements davantage vers le marché intérieur, et auront donc moins recours au dollar. Ce qui importe est que cette configuration a instauré une division du travail et une organisation qui repose essentiellement, par sa structure même, sur le salariat, son exploitation et sa précarité, l'externalisation permanente de la production, c'est-à-dire

³² UIMM. *Marianne*, 24 novembre 2007.

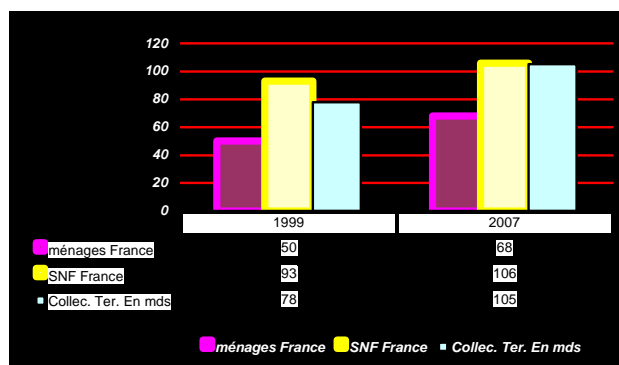
³³ On trouve la plupart des données sur cette question de l'endettement dans le document très complet du Conseil Scientifique de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) du 15 mai 2006 intitulé : « Les risques financiers portés par les ménages » : http://www.amf-france.org/documents/general/6915_1.pdf

³⁴ Source : J. Sapir, *Le nouveau XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2008, p. 91

³⁵ M. Aglietta, *Les déséquilibres financiers des USA et le destin de Bretton Woods*, juin 2006 reproduite dans : http://www.fondation-res-publica.org/Les-desequilibres-financiers-des-Etats-Unis-et-le-destin-du-neo-Bretton-Woods_a147.html

en somme le sacrifice de la demande intérieure en équipements, consommation, et protection sociale. Le capitalisme a ses invariants structurels. Il n'est pas dit qu'il pourra les garder.

- **L'endettement en France, Ménages, Sociétés Non Financières (SNF), Collectivités territoriales**³⁶



L'endettement, donc le crédit, est, avec l'épargne et sa captation, la manne du capitalisme, son levier le plus sûr. Son pilier est le salariat global. C'est pourquoi la déréglementation financière et marchande des années 1980, à laquelle a succédé « la modernisation de la valeur travail » furent les conditions stratégiques incontournables de son expansion. Ces conditions poursuivaient un double but : permettre l'expansion financière et son autonomisation, accroître son emprise sur la production par la mise en place d'une ingénierie financière et institutionnelle qui captait la valeur ajoutée de la production vers son exponentiel financier³⁷, tout en transférant les conséquences de cette captation, le salariat, aux États. L'État n'est jamais absent dans le capitalisme, il en est la béquille, complaisante, mais indispensable. Dont acte.

Pour cela, il lui a fallu instaurer avec plus ou moins de succès au prix de crises financières, économiques et sociales, des relations basées sur deux principes essentiels, le libre échange et la libre circulation des capitaux sans lesquels l'impératif de débouchés et de rentabilité seraient amoindris. On comprend ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, les politiques menées par le *FMI* et l'*OMC* dans les pays du Sud et dans le cadre du cycle de Doha qui, comme il était prévisible, ont de nouveau échoué, et ont contribué, contrairement aux festins promis par les uns

³⁶ Sources :

Ménages (en% du revenu brut):

http://www.banquedefrance.net/fr/publications/telechar/bulletin/etu170_1.pdf; et <http://master-e2i.u-bordeaux4.fr/pdf/envir%20eco/IMPACT%20DE%20LA%20CRISE%20FI%20EN%20FRANCE.pdf>

SNF (% dette/VA):

http://www.banquedefrance.net/fr/publications/telechar/bulletin/etu170_1.pdf - <http://www.banque-france.org/fr/publications/telechar/bulletin/focus159.pdf>

et http://www.amf-france.org/documents/general/6915_1.pdf

Collectivités Territoriales :

http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/workspaces/members/desl/documents/clench/2008/clench2008_09/downloadFile/file/CLENCH2008_09.pdf

³⁷ Les PME ont depuis 2005 leur propre marché boursier, ALTERNEXT, qui réunit en juin 2007, 100 sociétés cotées représentant un encours de 5,4 milliards d'euros :

http://www.boursier.com/vals/ALL/palmares/comp.asp?comp=f_alt

Il ne faut pas oublier que le rôle des puissantes structures financières que sont les différents fonds d'investissements, de pensions et mutuels dont la puissance de frappe financière est considérable, est de drainer l'épargne salariale vers les marchés spéculatifs. C'est par exemple l'actuelle stratégie pour instaurer la retraite par capitalisation pour laquelle s'enthousiasme tout le monde, toutes appartenances politiques confondues, avec des promesses de rendement de 8% (pourquoi 8% quand le taux de rendement (ROE) est à 15 ou 20% ?). Il est pitoyable que des fonds de l'Eglise, sous couverts de « fonds éthiques » se soient engagés dans les joyeusetés boursières avec l'argent des fidèles, dans le Fonds d'assurance ALLIANZ, pour y laisser déjà quelques plumes, de l'ordre de 600000^e. Avec l'optimisme habituel des experts, Jean-Louis Posté, conseiller pour les questions juridiques et financières à la Conférence des évêques de France (CEF) avait offert toutes les garanties : «*On est dans des univers très connus de manière à ne pas avoir de surprise. On reste prudents et bons pères de famille*». Cause toujours...

et les autres, à appauvrir ces pays³⁸ et à les plonger dans des émeutes de famines sanglantes et récurrentes.

Quant à l'Europe, présentée comme « protectrice » face à la mondialisation, il n'est pas difficile de se rendre compte que ses droits fondamentaux » (?) qui organisent un cadre parfaitement libéral et homogène avec le modèle américain par le libre échange, la concurrence libre et non faussée, la libre circulation des fonds et liberté d'installation, la révision des normes comptables, etc ont fait d'elle le vecteur le plus efficace de « la mondialisation à visage humain » selon l'expression de quelques-uns de ses thuriféraires. Le problème est qu'en raison même des principes inscrits dans sa construction, les solutions de rechange en cas de crise, sont plus réduites que celles des USA, notamment en raison de ses objectifs monétaires et budgétaires, ainsi que de l'hétérogénéité des économies qui la constituent. Cette incapacité de l'Europe, telle qu'elle est construite, à gérer le collectif a éclaté aux derniers sommets de l'*Ecofin* où la cause commune s'est transformée en sauve-qui-peut général. Les réponses à la crise actuelle, faillite de la *BCE*, recours des États au chacun pour soi, instrumentalisation du chômage, de l'endettement, des politiques migratoires, et j'en passe, l'exposent à de graves ressentiments, malgré quelques avantages, comme le taux d'épargne. On ne fait pas les peuples par ce grand Casino qu'est le capitalisme, on les défait.³⁹ Et l'Europe, malheureusement, a pris toute sa place dans le grand jeu de la rivalité où mène inéluctablement la logique de la concurrence. Dans un monde qui depuis dix ans s'oriente franchement vers un organisation multipolaire⁴⁰, tant du point de vue économique, financier que politique, en se libérant de l'emprise d'un modèle américain défailant à partir de 1997, l'Europe pouvait se donner les moyens, car elle les possède, de faire entendre une tout autre voix que celle de l'ultralibéralisme, c'est-à-dire être autre chose qu'un seul espace économique, mais aussi un modèle de développement. Et ce, non en ajoutant un volet « social » à sa constitution avec l'illusion entretenue de le réaliser sur des bases concurrentielles, ce que par essence aucun système concurrentiel ne saurait produire puisqu'il implique un déséquilibre généralisé où le plus fort l'emporte, comme lui démontrait l'histoire esquissée ici et dont un P. Artus lui-même tirait quelques leçons dès 2004⁴¹, mais en se constituant en espace géopolitique, économique et financier autonome sur des bases d'un autre modèle de développement et d'échange. La lucidité était possible et nécessaire. Au lieu de cela, la « foi » en un modèle qui plonge tout ce qu'il envahit dans des tragédies humaines incroyables et dans la violence physique, matérielle, économique et environnementale reste intacte, quoi qu'il arrive : « *Il faut être aux USA qui représentent 50% du marché mondial de la défense. Et on ne peut y être à moitié : nous devons être des citoyens américains (sic), créer des emplois là-bas, faire des investissements et respecter leurs règles du jeu... Les technologies auxquelles nous accéderons resteront outre-Atlantique. Nous n'avons pas le*

³⁸ Deux chiffres seulement : en 2002/2003, des experts de la Banque Mondiale et du FMI annonçaient aux Pays en Voie de Développement (PVD) dans le cadre des accords ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) un jeu gagnant-gagnant du libre échange, des ajustements structurels etc pour environ 108 milliards de dollars pour les seuls PVD. En 2005, la facture est toute autre : 16,1 milliards de dollars de gain contre 63,4 milliards de pertes sèches, notamment fiscales. Pour toutes cette question : J. Sapir, *Le nouveau XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2008, p. 95-100.

³⁹ Pierre Defraigne, économiste belge, ancienne tête de Pascal Lamy, et directeur de l'EUR-IFRI, l'Institut Français des Relations internationales, s'en est ému : « *le capitalisme de marché (du système européen)...est un système instable, les crises sont récurrentes ; aux crises financières, jusqu'ici contenues à la périphérie, pourrait succéder une crise financière dans un grand État, les USA et elle pourrait déborder(?)... ; l'iniquité est la marque foncière du système puisqu'il est fondé sur des inégalités qui tendent à se creuser à l'intérieur des pays et entre les pays...la stratégie de Lisbonne (qui reprend le traité de constitution européenne) est un agenda déséquilibré et tout à fait inéquitable parce qu'il fait l'impasse sur le fiscal et le social...on est dans la concurrence et la concurrence se fait vers le bas. Tous les partisans de l'économie de l'offre trouvent cela merveilleux, le capital va payer de moins en moins d'impôts mais il est moins sûr que les autres trouvent cette course au moins-disant à l'intérieur de l'Europe très sociale ...» Actes du Colloque *L'Europe dans la mondialisation* 22-23 novembre 2007, p.114*

⁴⁰ Organisation de Coopération et de Sécurité de Shanghai ; Fond monétaire asiatique lancé en mai 2007 ; Banque du Sud. Quant à la Russie, quatre pays de l'union européenne dont les dynamiques macroéconomiques ne convergent plus vers ce qu'on appelle le « cœur européen » : la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie sont les quatre pays où le volume des échanges est en constante augmentation depuis quatre ou cinq ans avec Moscou. Cf. J. Sapir, op.c.

⁴¹ P. Artus, « Pourquoi l'ouverture aux échanges semble être défavorable dans certains cas ? » note, *Fliash-CDC IXIS* n° 2004-53, 17 février 2004. Depuis, sa pensée a fait du chemin : dans un livre cosigné avec Marie Paule Virard, « *Globalisation, le pire est à venir, La Découverte*, Paris, 2008, il dénonce p. 154 « *les inégalités croissantes, le gaspillage des ressources, la spéculation financière, la course absurde aux profits et l'implosion de l'Europe* »

*choix. Quand on parle de ligne d'assemblage des avions là-bas, cela signifie qu'un jour ou l'autre, il faudra un réseau de sous-traitants pour l'alimenter. Il faut lancer une stratégie d'implantation à long terme, sans pour autant abandonner nos racines européennes. C'est un peu périlleux »⁴² La libéralisation du capital a autorisé toutes les formes de mise en concurrence des sociétés au diapason de son propre régime concurrentiel. Mais, plus stupéfiant encore, est l'idée, en pleine débâcle financière grandissante, qu'il y a une corrélation positive entre la déréglementation généralisée et « l'indicateur du bonheur » des sociétés!⁴³ D'où le mot d'ordre éculé des idéologues : encore plus de « réformes » pour plus de bonheur. *TINA*, encore et toujours. Mais alors, parler de « foi » est indécent. Il faudrait plutôt parler de pousse au crime. Ce qui est grave, ce n'est pas seulement d'avoir exigé de soumettre des économies entières à des mesures et des constitutions qui les ont conduits de crises en crises. C'est des les avoir exigées en n'ayant aucune preuve qu'elles conduisaient au « bonheur », à la croissance et à la paix, mais en en ayant beaucoup qui montraient le risque qu'elles faisaient courir à tout le monde.*

L'histoire que *TINA* a pour elle, c'est aussi cette histoire-là.

C) La crise

On dit *la* crise, mais il faudrait employer le pluriel. Parti du système d'endettement de l'économie américaine, donc d'abord financier et boursier, l'effet domino s'est ensuite propagé à l'énergie, puis à l'alimentaire, puis à la monnaie et finalement à la croissance. Les Banques Centrales impuissantes ont finalement dû céder à la puissance publique, habituellement accusée d'aberration sovietoïde, leur rôle de prêteurs en dernier ressort, ce qui, plus précisément, a fait des unes et des autres des poubelles en dernier ressort puisqu'il fallait récolter des titres pourris ayant perdu toute valeur. Dans un système où depuis des années, pas même ceux qui le dirigent ne comprennent et ne maîtrisent plus grand-chose, de leur propre aveu⁴⁴, il faut s'attendre à la découverte d'autres cadavres dans les placards : vous avez aimé la galette des *subprimes* pour une ardoise d'environ 850 milliards de dollars ; vous aimerez encore plus, dans un an, le débouclage des Alt-A⁴⁵, pour 1.000 milliards de dollars environ et, en Europe, le défaut des entreprises notées BAA pour environ 123 milliards de dollars⁴⁶...

Si on a compris les principales caractéristiques économiques mises en place ces dernières décennies, la crise est facilement explicable relativement. Baisse de la croissance orchestrée par l'impératif de rentabilité, qui pousse le profit vers l'innovation financière, économie à crédit et baisse salariale compensées par l'endettement et le déficit, stagnation de l'investissement productif au profit de l'investissement financier plus rentable. La déréglementation financière a fait le reste.

⁴² L. Gallois, PDG de EADS, 27 août 2008 à la conférence plénière *USA, Still a giant!*

⁴³ P. Messerlin, directeur du groupe d'Économie Mondiale, Actes du Colloque *L'Europe dans la mondialisation*, 22-23 novembre 2007, p. 21

⁴⁴ Voir la déclaration de Mr. Charles Bean, économiste en chef de la banque d'Angleterre, *Le Monde* du 4/10/2007.

⁴⁵ Les Alt-A sont une catégorie de crédits entre les *subprime*, crédits à risque et les *prime*, crédits sûrs. Ils ont été massivement accordés depuis plusieurs années à des emprunteurs qui pour en bénéficier devaient présenter un historique de crédit sans tâche, c'est-à-dire ne pas avoir connu des incidents de paiement par le passé. Ce qui n'empêche pas le prêt d'être considéré comme risqué: l'emprunteur n'a pas à donner d'informations sur ses revenus. Ces crédits à taux variable, 1% au départ ont un reset de réajustement très élevé. Or, les premiers amortissements de ces crédits montrent une exagération des revenus des emprunteurs par les courtiers de plus de 50%. Pour l'évaluation de cette catégorie et sa ventilation bancaire internationale voir l'agence Bloomberg :

http://search.bloomberg.com/search?q=alt-a&site=wnews&client=wnews&proxystylesheet=wnews&output=xml_no_dtd&ie=UTF-8&oe=UTF-8&filter=p&getfields=wnnis&sort=date%3AD%3AS%3Ad1

⁴⁶ Selon le PDG de Moody's la seconde des agences mondiales de notation qui a noté les entreprises européennes, la progression du taux de défaut des entreprises va passer de 1,5 % fin 2008 à 7,8 % dans un an. Et là encore dans le pire des cas, les 10 % pourraient être allègrement dépassés car le montant des dettes arrivant à maturité va enfler en 2009 et 2010. Au total, jusqu'à fin 2010, 123 milliards de dollars d'obligations notées BAA ou moins devront être refinancés par les groupes européens (10 % fin 2008, 44 % en 2009 et 46 % en 2010). Ce chiffre représente près de 20 % du stock de dette notée BAA ou moins par l'agence. Et il faudra ajouter à ce montant les échéances sur les prêts syndiqués, plus difficiles à chiffrer.

http://www.agefi.fr/search/default2.aspx?search=agence%20de%20notation&id_article=1053575&page=&themes=&societes=&personnes=&publications=&tri=

Mais il est évident que cette crise, comme celles qui l'ont précédé, s'inscrit dans la trajectoire d'un système dont j'ai évoqué plus haut les principales caractéristiques et qui a reçu l'approbation sans faille des uns et des autres, toutes appartenances politiques confondues, à quelques exceptions près. En d'autres termes, ce ne sont pas quelques aménagements et réglementations supplémentaires périphériques qui corrigeront cette trajectoire inhérente au capitalisme lui-même. Quelques indications cependant sans rentrer dans les détails techniques.

- Cause immédiate : le système hypothécaire américain. Vivre à crédit suppose l'emprunt. Aux USA, on emprunte pour tout : la maison, la santé, la retraite, les études des enfants, les vacances. Tout le monde emprunte : les particuliers, les municipalités, les banques etc. Le rêve américain du « tous propriétaires » s'est étendu outre-Atlantique⁴⁷, en Espagne, surtout. La crise sera différente dans ses conséquences, selon le degré de contagion du modèle. Un prêt implique des garanties : une maison, des biens publics⁴⁸, voire des biens anticipés virtuels. Si le bien donné en garantie vaut 100, le prêt garanti sur ce bien peut atteindre 60. Si le bien augmente en valeur à 150, vous pouvez réemprunter pour 60. Et ainsi de suite. Ce système est celui de l'hypothèque rechargeable. Le courtier peut ensuite vendre le prêt à une banque, qui à son tour peut le revendre en mélangeant ce titre à d'autres titres sur les marchés internationaux et faire une pochette-surprise qu'il va revendre partout, à des actionnaires, des Investisseurs Institutionnels, banques, compagnies d'assurance, fonds d'investissements, etc. Comme la réglementation bancaire oblige à ce que les crédits ne dépassent pas un certain seuil du capital propre, on contourne cette réglementation par une autre qui permet de sortir des bilans les positions engagées. Mais le crédit implique qu'il y a un risque, le défaut de paiement. D'où la mise en place d'un vaste système de couverture de risque en tous genres, d'assurances, ce qui revient dans les faits à se débarrasser du risque et à le transmettre à d'autres sur des marchés créés de toutes pièces pour cela, par exemple les CDS pour Crédit Défaut Swap. Ces instruments utilisés par des entreprises sont des assurances qu'un prêteur achète auprès d'une banque ou d'une compagnie d'assurance pour se prémunir contre le risque de défaillance d'un emprunteur. Ils représentent une valeur de... 62.000 milliards de dollars. Leur défaillance peut plonger, dans le monde entier, des secteurs d'activités étendus dans la déroute : L'État a ainsi dû renflouer des organismes privés tels que l'assureur mondial *AIG* sans la moindre hésitation doctrinale.

- Le système repose donc sur une incitation perverse à l'endettement par le crédit facile sans se soucier des capacités réelles des emprunteurs, qui peuvent du reste emprunter pour acheter ces titres ou pour augmenter leurs fonds propres pour participer au grand casino, ce qu'on appelle les leviers d'endettement ou de fonds propres. Cette incitation a été décuplée à tous les niveaux de la finance comme une véritable prime à la fraude. Dans les personnels de la finance bien sûr, courtiers, traders, agences de notations par le système des rémunérations (primes, stock-options). Mais aussi dans les institutions elle-mêmes par les perspectives de rendements activées par les politiques monétaires des taux directeurs. Si 15 à 20% de retour sur rendement est la norme pour les entreprises du CAC 40, celle-ci est de 25% pour les banques de détail et de plus de 40% pour les banques d'investissement. Un *Hedge fund*, qui se spécialise le plus souvent dans l'arbitrage, peut emprunter sur le marché américain qui pratique des taux d'intérêts peu élevés des sommes considérables pour les revendre sur des marchés où ces taux sont plus élevés. Le principe de cette incitation, à quelque niveau que ce soit, est d'exclure le risque et de ne retenir que le rendement sans aucune contrepartie lorsque le risque éclate. Le danger du système comme l'insolvabilité des emprunteurs étaient connus par tous les agents financiers: « *Nous sommes en train de créer un*

⁴⁷ « *Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en son avenir, qui doute, qui a peur du lendemain. C'est pourquoi je veux développer le crédit hypothécaire en France. C'est ce qui a permis de soutenir la croissance aux Etats-Unis. Je propose que ceux qui ont des rémunérations modestes puissent garantir leur emprunt par la valeur de leur logement.* » N. Sarkozy, *Les Échos*, 9/6/2006. Message entendu. Trouvant que le système français « *repose trop exclusivement sur la stricte évaluation de la capacité de remboursement de l'emprunteur* » le *Conseil d'Analyse Économique* (CAE) suggère dans son rapport du 9/10/2008 la mise en place d'« *un modèle de crédit immobilier hybride* » qui prendrait en compte « *la valeur du bien acquis* ». Exactement le principe du crédit hypothécaire américain ! La crise ou comment n'en tirer aucune leçon...

⁴⁸ En Allemagne, des centaines de municipalités avaient gagé leurs emprunts sur des biens publics, voirie, locaux sportifs, parcs immobiliers.

monstre. Espérons que nous serons riches et retraités avant que ce château de carte ne s'effondre » déclarait le responsable d'une agence de notation en décembre 2006. On savait.⁴⁹

- L'ensemble du système a recours à une foule de techniques, de structures et d'agencements réglementaires et politiques avec l'appui tacite des Banques Centrales. Ce qu'on nomme la titrisation, la transformation en titres négociables d'actifs illiquides (des crédits, des factures, etc) dont les plus connus sont les CDO (Collateralized Debt Obligations ou Obligations adossées à des actifs) et les ABS (Asset-Backed Securities ou valeur mobilière adossée à des actifs), a elle-même engendré des structures juridiques distinctes du système bancaire, les fameux *Vehicles* (SIV) ou *Conduits* de la finance moderne qui n'ont rien à voir avec l'illumination bouddhiste et dont le seul but était d'évacuer les titres hors bilan. Des techniques hautement risquées et profondément scandaleuses comme les ventes à découvert, ont dégagé des profits énormes en jouant à la baisse des marchés. Le rôle des banques, des groupes bancaires précisément, a été déterminant dans la propagation des crises depuis la mise en place de la banque « universelle » qui permet au système bancaire de marcher sur plusieurs pieds : l'investissement, le détail, la collecte des dépôts, la distribution de crédit, l'assurance etc. Du coup, lorsqu'une de ces activités est en danger, la banque est engagée totalement. De même, les agences de notation, quelques trois ou quatre sociétés mondiales qui ont donné des notes aux titres en circulation. La note AAA est jugée la plus rentable et la plus sûre. Ainsi la « dette publique » française est notée AAA... Or, ce qu'il faut savoir, c'est que ces agences de notation sont rémunérées par les sociétés qu'elles notent... C'est l'ensemble de ce maelstrom organisé qui forme les marchés financiers dont les plus juteux sont de gré à gré (*OTC* pour *Over the Counter*, hors Bourse)⁵⁰ pour les produits dits dérivés, c'est-à-dire des marchés qui échappent à tout organisme de médiation et de compensation.

- Ces marchés financiers, des « *armes de destructions massives* » (W. Buffett lui-même !) ont une force de frappe extraordinaire, au travers d'Investisseurs Institutionnels tels que les Hedge Funds et autre Private Equity⁵¹ que les cadres politiques, notamment la libre circulation des capitaux, fluidifient et renforcent. Ils peuvent, par des systèmes tels que les LBO (Leveraged buy out ou achat par levier) et les fusions-acquisitions acheter des entreprises par centaines pour les revendre après quelques années durant lesquelles ils augmenteront la valeur actionnariale de l'entreprise au prix des purges salariales.⁵² Ils sont à l'origine également des crises sur les marchés des *commodities*, matières premières agricoles et fossiles, qui résultent des flux des capitaux à la recherche de rendements constants ou supérieurs lorsque des secteurs sont à la baisse. Il était donc fallacieux d'invoquer la hausse de la demande asiatique et des mauvaises récoltes en 2007 pour justifier la flambée des prix sur le marché des matières premières, (NYMEX)⁵³ Et rien n'interdit de penser que demain leur afflux ne se portera sur la totalité du système bancaire d'un pays ou encore des « richesses naturelles » : M. Th. Boone Pickens a déjà pris une option sur une pénurie

⁴⁹ Voir entre autres l'article d'I. Warde, Le système bancaire dans la tourmente, *Le Monde diplomatique*, novembre 1998.

⁵⁰ Largement encouragé par la directive européenne sur les marchés d'Instruments Financiers (MIF) cf. *Journal officiel de l'Union européenne* du 30 avril 2004,

⁵¹ Les *Private Equity* sont des fonds spécialisés dans les sociétés non cotées en bourse ou dans des sociétés qu'ils rachètent pour les sortir de la bourse.

⁵² Selon l'*AFIC*, Association française des Investisseurs en capital, en novembre 2006 il y avait 4852 entreprises françaises sous contrôle partiel ou total de Private Equity représentant 1 530 998 salariés. Il faut bien comprendre ce mécanisme du LBO qui est à quelques nuances près celui de tous les leviers : pour acquérir une société qui vaut 100, le fonds met 30 de sa poche (un tiers est une moyenne) et emprunte 70 aux banques en profitant des taux d'intérêts là où ils sont faibles sur les marchés mondiaux ou nationaux. Pendant trois ou quatre ans, le fonds va réorganiser l'entreprise, privée ou publique, avec le management en place, éventuellement sur rémunéré pour l'occasion, et en « rationalisant » la production : réduction d'emplois, compression des salaires, augmentation des cadences, valse des CDD, et délocalisation. Les bénéfices dégagés durant cette période permettent de rembourser les intérêts de sa propre dette. À la suite de quoi, il revendra la société 200 ou 250, souvent à un autre fonds qui fera la même chose. Ainsi, une fois remboursés les 70 empruntés, il lui restera entre 130 et 180 pour une mise initiale de 30, soit plus de 300 % de taux de retour sur investissement en trois ou quatre ans ! Cela s'appelle augmenter la compétitivité des entreprises...

⁵³ Selon un rapport du Congrès américain de septembre 2008, 37% des contrats sur le *New York Mercantile Exchange* (NYMEX) étaient réalisés en janvier 2000 par les spéculateurs, et ce pourcentage a augmenté à 71% en 2008. Cette contribution de la spéculation a été affirmée par M. Michael Masters, le patron du hedge fund *Master Capital Management LLC*, l'un des plus importants Hedge Fund spécialisé dans les *commodities* : voir *Le Figaro.fr* Matières premières du 4/7/2008 ou *Le Monde* du 23/4/2008. Rappelons aussi le mot d'ordre de Financeagri dès septembre 2007 : « *Soyez un acteur de la volatilité des marchés agricoles : ne restez plus spectateurs, informez vous !* »

d'avenir : « *Je sais ce que les gens disent : l'eau ça ressemble à l'air. Est-ce que vous taxez l'air ? Bien sûr que non, vous ne devriez pas taxer l'eau. Bon, OK, regardez ce qui se passe. Vous allez manquer d'eau* »⁵⁴. Nous voilà prévenus. Ces marchés financiers échappent à tout contrôle en raison de l'existence de paradis fiscaux, fonds souverains et autres niches sociales défiscalisées *off shore*.

- Enfin les différents plans de sauvetage engagés pour sortir de la crise visent assurément à « sauver le système » mais nullement à le changer. Et l'on peut faire confiance aux « experts » pour garantir le sauvetage : pour la France c'est M. Camdessus qui a été désigné pour présider la Société de Refinancement des Banques. Reste que ce système fait feu de tout bois et n'hésite pas à abjurer ses propres dogmes lorsqu'il y a péril en la demeure. Mais l'inconscience de ces plans est ailleurs : ils prennent le risque de transformer une crise financière privée en crise des finances publiques doublée d'une crise monétaire et sans recours réel d'une part. D'autre part la taille des liquidités injectées et la baisse généralisée des taux d'intérêts des Banques Centrales depuis plusieurs mois le sauvetage ne font que préparer la prochaine crise. Enfin la dette engrangée par les États pour voler au secours du système devra être reportée de multiples manières sur les budgets publics et les réformes structurelles : sur fond d'inquiétude quant à sa crédibilité idéologique, le SOS lancé par le système discrédité est sans ambiguïté : « *Les arguments en faveur des solutions de marché pour la santé et l'éducation par exemple, risquent d'être avancés avec moins de conviction et d'être écartés* » Il n'est pas question de changer de cap.⁵⁵ Nous sommes prévenus de la manière habituelle dont sera payée la facture. Obstinément.

Cette crise n'a eu lieu qu'en raison d'un ensemble de croyances : la valeur indéfectible du marché intégré, l'autorégulation de la finance, l'auto-engendrement indéfini du profit. Elle montre une fois de plus l'échec des politiques de l'intégration financière dont les effets bénéfiques sur la croissance et le développement ont été plus affirmés que démontrés. Rien n'est plus faux que le raisonnement selon lequel l'intégration est la condition du développement. Il est a contrario évident qu'elle est parfaitement contreproductive.⁵⁶ Seul le déni historique, le cynisme d'airain et l'imbécillité commune des dévots criminels de TINA s'en réjouiront et oseront encore en faire la louange. Et il y en a qui persistent encore, quoique ahuris et déjà toute langue violette dehors, à appeler « démocratie » l'état de fait qu'ils ont instauré : « *Le libéralisme est le remède à la crise, sa solution, il n'en est pas la cause...* »⁵⁷ Quant à moi, je dirais volontiers à tous ceux-là, qu'il aurait mieux valu, pour nous et peut-être aussi pour eux, « *qu'ils ne soient pas nés* ». (cf. Matthieu 26,24)

Il est donc temps de penser l'impensable, ce que TINA a su faire depuis longtemps. Il faut dire qu'elle a été à bonne école, celle de Chicago, parrainée intellectuellement dès 1949 par Hayek. Il avait expliqué : « *La principale leçon qu'un libéral conséquent doit tirer du succès des socialistes est que c'est leur courage d'être utopiques qui... rend chaque jour possible ce qui récemment encore, semblait irréalisable* ».⁵⁸

Donc, ayons le courage de l'utopie, à la manière des socialistes d'antan ou des chrétiens avertis. Car on ne peut dire que nous ne l'étions pas.

Apocalypse ch. 18 : « Puis j'entendis une autre voix qui disait du ciel : « *Sortez, ô mon peuple, quittez-la, de peur que solidaires de ses fautes, vous n'ayez à pâtir de ses plaies ! Car ses péchés se sont amoncelés jusqu'au ciel et Dieu s'est souvenu de ses iniquités.* »

⁵⁴ PDG, milliardaire du Fonds *BP Capital*, vient d'acheter pour 100 millions de dollars de vastes concessions au Texas recelant de nombreuses nappes aquifères. L'*OCDE* lui a mis l'eau à la bouche en indiquant que d'ici une quinzaine d'années la moitié de la population mondiale vivra dans des régions sans flotte.

⁵⁵ *The Economist*, 18-24 octobre 2008 ; M. Bon, alors PDG de France Télécom, dans *Capital*, décembre, 1999 : « *France Télécom est devenue une entreprise cotée. Quatre millions de français, et les trois quarts de ses salariés, ont acheté ses actions. Plus qu'un événement c'est un symbole : la reconnaissance que le marché est devenu le meilleur moyen de servir ses clients (on disait usagers). J'espère que cette réalité touchera bientôt les services non marchands, comme l'éducation et la santé* »

⁵⁶ Voir l'étude synthétique de J. Bhagwati, l'un des meilleurs spécialistes du commerce mondial in : *L'éloge du libre échange*, Éditions d'Organisation, Paris, 2005 et de J.P Allegret et P. Le Merrer, *Économie de la mondialisation*, Collection Ouverture Economique, De Boeck, Bruxelles, 2007.

⁵⁷ N. Baverez, *Le monde*, 15/10/2008.

⁵⁸ Cité par S. Halimi, *Le Monde Diplomatique*, octobre 2008.

Payez-la de sa propre monnaie ! Rendez-lui au double de ses forfaits ! Dans la coupe de ses mixtures, mélangez une double dose ! A la mesure de son faste et de son luxe, donnez-lui tourments et malheurs ! *Je trône en reine dit-elle et je ne suis pas veuve, et jamais je ne verrai le deuil...*Voilà pourquoi en un seul jour, des plaies vont fondre sur elle : peste, deuil et famine ; elle sera consumée par le feu. Car il est puissant, le Seigneur Dieu qui l'a condamnée »

Ils pleureront, ils se lamenteront sur elle, les rois de la terre, les compagnons de sa vie lascive et fastueuse, quand ils verront la fumée de ses flammes, retenus à distance par peur de son supplice :

« Hélas, hélas Immense cité,
ô Babylone, cité puissante,
Car une heure a suffi pour que tu sois jugée! »

Ils pleurent et se désolent sur elle, les trafiquants de la terre, les cargaisons de leurs navires, nul désormais ne les achète! Cargaisons d'or et d'argent, de pierres précieuses et de perles, de lin et de pourpre, de soie et d'écarlate ; et les bois de thuya, et les objets d'ivoire, et les objets de bois précieux, de bronze, de fer ou de marbre ; le cinnamome, l'amome et les parfums, la myrrhe et l'encens, le vin et l'huile, la farine et le blé, les bestiaux et les moutons, les chevaux et les chars, les esclaves et la marchandise humaine...

Et les fruits mûrs, que convoitait ton âme, s'en sont allés, loin de toi ; et tout le luxe et la splendeur, c'est à jamais fini pour toi, sans retour!

Les trafiquants qu'elle enrichit de ce commerce se tiendront à distance, par peur de son supplice, pleurant et gémissant :

« Hélas, hélas! Immense cité,
Vêtue de lin, de pourpre et d'écarlate,
Parée d'or, de pierres précieuses et de perles
car une heure a suffi pour ruiner tout ce luxe! »

Capitaines et gens qui font le cabotage, matelots et tous ceux qui vivent de la mer, se tinrent à distance et criaient, regardaient la fumée de ses flammes : « Qui donc était semblable à l'immense cité ? »

Et jetant la poussière sur leur tête, ils s'écriaient, pleurant et gémissant :

« Hélas, hélas, Immense cité,
dont la vie luxueuse enrichissait tous les patrons des navires des mers,
Car une heure a suffi pour consommer sa ruine ! »

Ô ciel, sois dans l'allégresse sur elle, et vous, saints, apôtres et prophètes, car Dieu, en la condamnant, a jugé votre cause.

Un Ange puissant prit alors une pierre, comme une grosse meule, et la jeta dans la mer en disant :
« Ainsi, d'un coup, on jettera Babylone, la grande cité, on ne la verra jamais plus ... »

Le chant des harpistes et des trouvères et des joueurs de flûte ou de trompette, chez toi ne s'entendra jamais plus; les artisans de tout métier, chez toi ne se verront jamais plus; *et la voix de la meule* chez toi ne s'entendra jamais plus;

la lumière de la lampe chez toi ne brillera jamais plus;

la voix du jeune époux et de l'épousée

chez toi ne s'entendra jamais plus.

Car tes marchands étaient les princes de la terre, et tes sortilèges ont fourvoyé tous les peuples;

Et c'est en elle que l'on a vu le sang des prophètes et des saints, et de tous ceux qui furent égorgés sur la terre. »

Il faut être resté un certain temps là-dessus pour comprendre que toutes les pantalonnades rhétoriques naïves ou malignes des experts, des politiques, des spirituels et autres idéologues et chiens de garde, qui d'une façon ou d'une autre, légitiment ce système ou se solidarisent avec lui sont simplement irrecevables et parfaitement scandaleuses dans la foi. Elles ne valent pas même un manteau de *SDF*. Car derrière les chiffres, les graphiques, les cours, les rêves d'hyper-puissance

compétitive et les « rationalités », il y a la *marchandise humaine et sa plainte qui vient à bout de toutes les compréhensions*. Ou alors je n'ai rien compris à la croix.

D) L'alternative

Je m'en tiendrai strictement à la finance, et sans trop détailler faute de temps et de place⁵⁹, en mettant de côté les autres segments de l'économie. Mais il est évident que ce ne sont pas les appels récurrents à la régulation ni les projets bien modestes d'un nouveau « Bretton Woods », d'une augmentation du revenu minimum ou d'une « moralisation du système » qui constituent une alternative. Quelques principes d'abord puis des propositions concrètes.

- La finance a fait preuve de son incapacité majeure et ontologique à s'autoréguler. Sauf à être atteint d'amnésie chronique ou d'un déni pathologique de la réalité, on ne peut pas soutenir que le marché financier est porteur de stabilité et d'harmonie générale lorsqu'on voit la fréquence des crises. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir régulé sous le principe du dogme aberrant du *Level Playing field* selon lequel tous les agents économiques d'un marché donné doivent suivre les mêmes règles, et ont les mêmes capacités à être compétitifs. . C'est ainsi qu'on a multiplié les accords de Bâle I, puis Bâle II et bientôt Bâle III ; puis il y a Solvabilité I, II, III... À chaque crise, un nombre incalculable de commissions, de groupes de travail, d'auditions, de consultations ont donné lieu à un nombre incalculable de rapports, d'avis et de règlements... Et on voit à chaque fois les résultats. Or, ce principe de régulation prudentielle est illusoire pour deux raisons au moins : la première est que dans un monde globalisé, toute réglementation commune se fera forcément *a minima*, par un plus petit commun dénominateur, d'autant plus inopérant que subsiste le dogme du laisser-faire et de la concurrence des capitaux. La seconde : la finance est rebelle et serve. Rebelle parce que, arguant toujours qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, elle refuse d'abandonner tout ce qui limite son rayon d'action. La titrisation ne doit ni être abandonnée ni trop figurer dans les bilans sous peine d'asphyxie dit-elle ; de même un relèvement du ratio de fonds propres (*Tier one*) est trop lourd etc., etc.⁶⁰ Le marchandage va bon train et le consensus improbable. La finance est serve : la monnaie est un bien public et elle n'est tolérable qu'en fonction du service qu'elle rend à l'économie et non l'inverse. Son autonomie, sacralisée par les statuts de la Banque Centrale Européenne, est illégitime.

- La conditionnalité. Les banquiers mondiaux la connaissent pour l'avoir maintes fois mise à l'épreuve : lorsque le FMI et la Banque mondiale ont prêté aux PVD et autres, ce ne fut jamais sans contreparties : ouverture des marchés, ajustements structurels, réductions budgétaires publiques etc. La conditionnalité doit s'inscrire ainsi dans les structures bancaires pour sortir de ce dilemme infernal dans lequel la finance plonge à chaque fois le politique : tu me sauves et on passe l'éponge, mais alors tant pis pour la responsabilité et donc, le sachant, je peux continuer de plus belle... Tu ne me sauves pas et alors c'est la ruine économique. Tant que ce cercle vicieux ne sera pas éclaté, les crises reviendront. Et plus, si affinités... Cette conditionnalité ne peut être marginale comme le sont la plupart des réglementations qui sont restées sans effets, mais elle doit être posée *ab initio* des capacités des opérateurs dans la prise du risque et sa gestion. C'est le seul moyen d'empêcher la formation des bulles, car celles-ci, une fois formées, ne peuvent qu'éclater. Précisément, la croyance que les risques sont parfaitement connaissables *ex ante*, surtout dans un système concurrentiel qui pousse à l'euphorie, est une chimère entretenue par le mot magique de l'innovation. Il faut quand même savoir que dans les salles de marché, le risque d'occurrence qu'une crise de celle que nous connaissons avait été probabilisé une fois tous les 10.000 ans !

- Enfin, l'Europe est une zone d'activité financière autosuffisante par la variété des ses classes d'actifs, par la profondeur et la liquidité de ses marchés. Pierre Defraigne l'a clamé bien fort encore récemment : « *Nous sommes la première source d'épargne, la première source de FDI (Fond d'intervention pour le développement) et la première source d'aide au développement, du*

⁵⁹ Pour cela : F. Lordon, *Jusqu'à quand ?*, *En finir avec les crises financières*, à paraître aux *Raisons d'Agir*.

⁶⁰ Voir le débat actuel sur la question au niveau européen par exemple :

http://www.agefi.fr/search/default2.aspx?search=crise%20financiere%20europe&id_article=1048162&page=2&themes=&societes=&personnes=&publications=&tri=

monde ». ⁶¹ Les financiers, M. Trichet en tête, ⁶² le savent parfaitement et il suffit d'aller consulter quelques segments d'actifs pour s'en rendre compte : OPCVM, Assurances, Dépôts, IDE entrants, etc. La France n'est d'ailleurs pas la plus mal lotie. L'Europe peut donc adopter unilatéralement un degré supérieur de réglementation financière et jouer, comme on pouvait l'espérer, un tout autre rôle international. Les clameurs sont connues d'avance bien entendu : fuite des capitaux, désertions des investissements, etc. Impensable ? Le *réalisme* n'est pas que du côté de TINA : « l'utopie socialiste » commande aussi que les impératifs de diversification sectorielle et géographique rendent impossible que l'Asie, les Etats-Unis et les autres enjambent l'Europe et fassent l'impasse sur le marché européen d'une part. D'autre part, il y a aussi des clameurs, chez les financiers mêmes, qui disent qu'une zone stable et sécurisée dans ses rendements n'est pas pour leur déplaire dans un monde de brutes et qu'il vaut mieux gagner un peu moins que de prendre constamment le risque de tout perdre. Enfin, le flux des capitaux obéit à un principe très simple : plus une économie est forte et en bonne santé, plus les capitaux affluent. La question anglaise, particulière, n'est pas un problème. Puisque nos frères anglais ne veulent rien entendre sur le libre échange, il faut les traiter comme tels du point de vue financier : non européens. C'est tout.

- Il va de soi que ces quelques principes impliquent préalablement que l'Europe cesse d'être ouverte à tous les vents de la finance internationale. Je dis bien l'Europe et non, ce qui serait une absurdité, un seul pays de l'Europe. Pour le dire autrement, l'article 56 (recyclé 63) du Traité de Constitution européenne portant sur la libre circulation des capitaux doit être abrogé. Que le statut de la BCE, concédé à l'Allemagne, fasse état d'un objectif de stabilité des prix et de soutien aux politiques économiques générales dans l'Union est une chose. Que cet objectif soit un instrument monétaire et politique au service des logiques capitalistes économiques et financières comme on le constate en est une autre.

Ces principes portent sur plusieurs niveaux de la finance, microéconomiques et macroéconomiques.

- Au premier niveau, celui des opérateurs financiers et des mécanismes spéculatifs. Le principal levier est de désinciter les opérateurs à prendre des risques.

Les rémunérations des personnels de la finance et de ses autres bénéficiaires sont les premiers leviers de l'aveuglement au désastre. Les traders qui ont pris des risques sont gagnants lorsque les affaires marchent. Ils ne perdent rien quand les choses tournent mal, quand le marché se retourne. En introduisant des bonus négatifs dans leurs rémunérations, c'est-à-dire l'obligation de rembourser sur leur gains passés les pertes présentes, on ne fait qu'appliquer une règle de justice financière élémentaire. Ce principe de bonus négatifs doit être étendu aux rémunérations des gérants d'entreprise dont on loue le talent à « prendre des risques ». Il est inconcevable qu'un dirigeant d'entreprise dont le bilan est négatif soit remercié par des stocks options et autres parachutes dorés, remplacés au demeurant par des *golden hello* ou prime de bienvenue (?) qui laissent intacts la responsabilité des pertes.

À un autre point de vue, celui de la rémunération du capital, autrement dit toutes les formes de gâteries actionnariales depuis la TSR (*Total shareholder return* ou rémunération effective globale rapportée au capital investi) jusqu'au rachat d'actions qui assèche les trésoreries de l'entreprise au profit du dividende et aux plus-values, il est facile d'en limiter les effets de pression par la fiscalité directe qui limite le taux de rentabilité sans le supprimer et le module selon sa destination finale, la spéculation ou l'investissement productif. ⁶³ On nous parle de 8% pour la capitalisation de l'épargne salariale au lieu des 15 à 20 % de l'ordinaire... pourquoi pas. En outre, rien n'empêche d'introduire dans ce principe une distinction selon la taille de l'entreprise et l'activité.

On voit bien qu'il s'agit ainsi non seulement de désinciter la spéculation, mais aussi de la réintroduire dans le système productif tout en réduisant la pression qu'elle y exerce et donc de restructurer le rapport entre la finance, la production et le salariat. Les cris d'agonie qui ne manquent pas de se faire entendre alors sont infondés : fuite des capitaux, étranglement de l'investissement, etc. La contribution nette des marchés d'action au financement des entreprises est

⁶¹ Centre d'analyses stratégiques, Colloque « L'Europe dans la mondialisation » 22/23 novembre 2007, p.112

⁶² Voir son rapport du 20/06/08 : <http://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2008/html/sp080620.fr.html#ftn.fnid9>

⁶³ Pour l'aspect technique : F. Lordon, *Enfin une mesure contre la démesure de la finance, le SLAM*, *Le Monde diplomatique*, février 2007.

désormais négative et ce pour une simple raison : les actionnaires (investisseurs) ne sont pas du tout focalisés sur l'entreprise en elle-même, mais sur la rentabilité de leurs titres : pour eux l'entreprise se réduit à une entité financière, et le rôle du patron se réduit surtout à rassurer les actionnaires sur la rentabilité de leurs placements.

- Au second niveau il s'agit de désophistiquer la finance. Les techniques financières sont devenues extrêmement complexes et opaques. Et il faudra m'expliquer comment une habile rhétorique permet de contester tout l'acquis social obtenu par le travail dans nos sociétés (retraite, santé, protection sociale) tout en décrétant irréversibles les acquis de la finance qui affichent toujours davantage leur puissante nocivité avérée.

Ainsi de la titrisation. Comme on l'a vu, elle fut la technique la plus pernicieuse de l'évolution de la finance mondialisée, puisqu'elle permet aux banques de se défaire des crédits aussitôt accordés et de les vendre sur des marchés créés *ad hoc*, comme si, par rapport aux règles prudentielles du ratio de capital propre, ces crédits n'avaient jamais existé.

De même les techniques de *leviérisation*, qui toutes ont pour principe de permettre de prendre des positions bien au-delà des fonds propres. Avec 1.000 euros au taux de juillet 2008, dont éventuellement 900 empruntés, M. Défaussé pouvait prendre des positions sur le marché des *futures* (marché des produits dérivés) de 375.000 euros ! Ce que ce monsieur a fait, la banque Bear Stearns, et bien d'autres, l'ont fait, en plus grand : 8 milliards de dollars de fonds propres et 13/400 milliards de produits dérivés... Aucune réglementation des accords de Bâle et d'autres relatives au fonds propres n'ont résisté. La *déleviérisation* de la finance s'impose donc d'elle-même et ce faisant, on ne fait que reprendre le principe prudentiel des ratios de capital qui ont inspiré ces réglementations, mais alors en interdisant purement et simplement les techniques qui les contournent, comme la titrisation. Que la commission européenne et les politiques de supervision aient envisagés de revoir les procédés du hors bilan montre la faisabilité de la chose et sa nécessité. De la même façon, la comptabilité à la valeur du marché adopté par les normes IFRS en Europe doit être abandonnée parce qu'elle fausse entièrement la valeur historique des actifs. Cette *déleviérisation* entraîne automatiquement une certaine fonte des structures les plus sophistiquées des marchés financiers ainsi que la restructuration de ceux qui subsistent. La question des fonds propres étant essentielle, rien n'interdit aux marchés organisés existants de contrôler par leurs chambres de compensation les dépôts de marge de sorte qu'ils représentent une couverture bien supérieures aux ridicules 1 à 2 % des marges actuelles ou les 3 à 4 % actuellement en discussion.

Au-delà des aspects techniques, cette sophistication de la finance voulait répondre à un problème fondamental de la banque : la liquidité. Le problème est réel et sérieux. On peut, pour éviter quelques syncopes⁶⁴, autoriser une titrisation, pas plus de 5 % des crédits par exemple, ou l'autoriser intégralement mais en exigeant alors l'imputation aux banques de la totalité des risques titrisés dans leurs provisions de capitaux propres, ce qui n'empêche alors nullement le refinancement bancaire. Mais plus largement, la question de la liquidité pose celle du financement de l'économie, donc des politiques monétaires. Or comme on la dit, l'Europe est un espace d'autofinancement suffisant. Par contre une véritable politique du crédit économique implique que celui-ci soit sous contrôle public. Les dépôts, les épargnes, les crédits, bref l'argent sont une chose trop sérieuse pour l'abandonner à des intérêts privés, surtout quand ces intérêts font la preuve de leur aveuglement et de leur échec. Un pôle financier public du crédit est parfaitement réalisable par un abondement à partir de structures existantes (CDC, Caisses d'Épargne, Poste, OSEO, etc) et par la création monétaire, à la condition (principe de conditionnalité) que le financement économique soit assorti de politiques salariales et d'investissements productifs (R&D, lutte contre le chômage, révision de la durée du travail et de ses conditions, etc.). On peut donc soutenir que le financement de l'économie peut se faire à partir du recyclage en crédit des dépôts et de l'épargne. Il y a certes le problème des secteurs naissants, déclarés relever des seules possibilités du *private equity* en

⁶⁴ Lorsque la Commission européenne a proposé que l'exposition aux risques ne dépasse pas 25% des fonds propres, et que la titrisation ne représente pas plus de 15% des crédits, les banquiers ont immédiatement crié au meurtre du système bancaire et de l'économie. Voir le débat sur la directive « fonds propres » :

http://www.agefi.fr/search/default2.aspx?search=fonds%20propres&id_article=1052044&page=4&themes=&societes=&personnes=&publications=&tri=

raison de leurs pointures financières.⁶⁵ Le problème n'est pas insurmontable et ses solutions n'impliquent ni le recours à ceux-ci ni l'introduction obligé en bourse.

Ce qui est scandaleux dans les réponses politiques actuelles à la faillite bancaire, c'est que le refinancement s'est effectué sans contreparties, sinon des anticipations de rentabilités et de remboursements, et des vagues contraintes d'obligations d'emploi. Les questions du chômage et des salaires sont totalement absentes.

Au niveau plus élargi, il y a en priorité la politique monétaire puis les infrastructures bancaires.

- La politique monétaire est essentielle. Ce qui alimente toute crise financière et toute fièvre spéculative, c'est le crédit, le crédit rendu facile par le taux d'intérêts. Et la Banque Centrale Européenne a ici toute sa responsabilité puisque ces dernières années, elle n'a baissé ses taux que lorsque la dévalorisation boursière pointait ou éclatait. Ici encore, quelques chiffres à ne pas oublier et en se limitant à l'Europe : taux de crédit : 4 % en moyenne; taux de rendement au CAC 40 : 15-20 % ; des banques de détail : 25 % ; des banques d'investissement : 40 %. Lorsque le loyer de l'argent est de 1 à 2 %, on imagine facilement les gains astronomiques que cela permet. La fermeture du robinet qui alimente cet incroyable gavage susciterait aussitôt dans la finance privée des cris d'orfraie hurlant à l'injustice. Mais seule la naïveté mal intentionnée et le cynisme sans fond oseraient parler ici d'injustice, et, s'il en était encore besoin, je comparerais volontiers ces « injustices » aux odieux « privilèges » des « privilégiés » des régimes dits spéciaux ! Car on voit immédiatement le sort, pardon, le chantage insurmontable fait à la Banque Centrale par la finance : si elle baisse ses taux, elle alimente la spéculation et on repart pour une crise ; si elle les relève, elle étouffe la spéculation, mais aussi l'économie réelle. Un seul instrument ne peut répondre à des objectifs si contradictoires. M. Greenspan, directeur de la FED avait fait le choix de satisfaire tout le monde : il s'est trompé, avoue-t-il, mais un peu tard, parce qu'il a fait « *l'erreur de croire que le sens des banquiers de leur propre intérêt était la meilleure protection qui soit* ». C'est qu'il n'y a pas de demi-mesure dans la finance globalisée. On ne peut donc sortir de ce dilemme qu'en adoptant une autre politique monétaire basée sur le dédoublement des taux. Un taux, le plus meurtrier possible, pour la finance spéculative et un taux de refinancement bancaire à proportion du concours des banques à l'économie productive. Rien ne s'oppose me semble-t-il à l'application de ce principe, si ce n'est évidemment la volonté politique d'une révision des objectifs de la Banque Centrale. D'ailleurs, sur le plan local, des banques l'appliquent déjà. Techniquement, il est parfaitement réalisable lors du refinancement bilatéral. Pour le refinancement *d'open market*, quand la banque Centrale intervient sur l'ensemble du secteur, plusieurs procédures sont possible comme articuler ses concours en fonction de la proportion *crédits économiques/crédits spéculatifs* moyenne. Mais il en est d'autres. L'impact de cette politique monétaire ne porterait pas que sur le financement. Il permettrait également le contrôle du flux monétaire et l'exercice de la conditionnalité du financement sur la création d'instruments financiers, évacuant les produits et acteurs délinquants, ce qui est redonner tout son rôle à une banque centrale.

- Au niveau des structures bancaires, il faut se souvenir de cette sagesse du *Glass Steagall Act* suite au krach de 1929 : instaurer avec fermeté une incompatibilité entre les métiers bancaires, entre banques commerciales et banques d'investissement, avec interdiction formelles réciproques de tout mélanger. Pourquoi l'hermétisme du *Glass Stegall Act* ne saurait-il pas s'appliquer aujourd'hui puisqu'il y va du destin de millions de salariés, d'entreprises et d'épargnants ? Les anciens cargos coulaient faute de compartimentage suffisant, de sorte que lorsque l'un d'eux s'éventrait rien ne pouvait empêcher le bâtiment entier de sombrer. Il faut donc créer des compartiments efficaces entre les différents secteurs bancaires en privilégiant le secteur bancaire par rapport au secteur marchand. Le secteur bancaire peut être mieux contrôlé et peut jouer aussi un rôle de contrôle par ses interventions sélectives. L'idée est de séparer, voire de mettre un terme à l'existence de groupes fondés à la fois sur la banque d'investissement et la banque de détail.

S'il y a moins d'un an le mot « nationalisation » déclenchait aussitôt les imprécations habituelles de « stalinisme » et d' « archaïsme », il est clair que l'impensable est là : « *Wall Street est devenue la place Rouge... même les Russes n'oseraient pas étatiser à ce point* » s'étranglait récemment le

⁶⁵ Dans le même raisonnement, l'idée tant répandue que c'est le secteur marchand qui finance dans l'économie le secteur non marchand, lequel, corollaire obligé de ce raisonnement, est une charge qui pèse sur la compétitivité, est une construction idéologique concrètement insoutenable.

président de l'*Eurogroupe*, M. Juncker, réduisant ainsi un Hugo Chavez à un pantin ultralibéral. Mais c'est un fait, au pays de TINA précisément, la quasi-totalité du système est désormais sous contrôle d'État. C'est donc que « l'utopie socialiste » est réaliste et moderne. Certes, il ne s'agit pas de véritable « nationalisation » mais bien plus d'une socialisation des pertes puisque l'objectif avoué du sauvetage est de remettre les participations de l'État sur le marché lorsque les circonstances le permettront. Mais enfin, l'article 107 du traité de Lisbonne qui prohibe les aides de l'État est passé à la trappe, opportunément comme toujours quand il s'agit de la finance : *situations exceptionnelles, etc.*

La nationalisation, non pas celle à laquelle nous assistons ni celle des années 1982, mais celle qui modifierait substantiellement la finance, son fonctionnement et sa finalité, ne peut se concevoir que dans un cadre européen et en association étroite avec des structures démocratiques d'une part. D'autre part, leçon du passé oblige, un événement extrême comme celui que connaît la finance mondiale impose toujours son *requisit* et ses conditions de viabilité. Le pire est de laisser des entités publiques dans un environnement de compétition pour la profitabilité car la tutelle publique n'est pas suffisamment puissante pour contenir les logiques irrésistibles qui résultent de la concurrence. Un secteur public majoritaire est donc nécessaire et possible, étendu aux places financières (Eurex) qui, faut-il le rappeler, sont le plus souvent sous gestion privée ! De même la création d'une agence européenne de supervision des acteurs financiers. Dans le cas de la France, nous avons une Autorité des Marchés Financiers (AMF), une Commission Bancaire, une Autorité des Assurances. Chaque pays a des agences différentes qui sont éparpillées en Europe. Aussi une agence globale à l'échelle européenne serait dotée d'un poids suffisamment grand pour faire face aux groupes internationaux et pour assurer une supervision des acteurs européens. Dans cette perspective, les paradis fiscaux, qui ne sont pas des aberrations de la finance globale mais en sont la matrice, doivent être interdits sans contreparties.

Les agences de notations ont joué, une fois de plus, dans le processus de la bulle spéculative, un rôle décisif. « *Leur histoire est l'histoire d'un échec colossal* » depuis des lustres et on le savait comme l'a déclaré le président de la commission de supervision du congrès américain. En s'appuyant, au niveau national sur des structures déjà existantes, bien que mises à mal, je pense notamment à la Centrale des Bilans et à l'Observatoire des Entreprises de la Banque de France, l'exercice de notation doit permettre de mesurer l'impact des produits financiers en circulation pour en écarter l'éventuelle nocivité.

Enfin une zone européenne financière peut parfaitement s'ériger sur des bases différentes avec des zones non-régulées. Si le non rapport serait dans la logique de l'autosuffisance financière de l'Europe, il ne faut pas en dramatiser l'importance. Bien que les IDE, les investissements directs étrangers entrants et sortants soient la question capitale, il faut noter qu'en valeur de flux et pour la période 2001-2005 ceux-ci ne représentent que 82,5 milliards d'euros en flux sortants nets (différence sortants/entrants extra européens) et que le flux des deux mouvements durant cette période va décroissant.⁶⁶ Par ailleurs la libéralisation financière intra-européenne et l'intégration à l'Europe ont eu des effets négatifs pour les pays émergents européens.⁶⁷ Toutefois des formes de relations financières sont incontournables à la condition de ne pas perdre de vue la finalité européenne : éviter de recréer des dynamiques de marché aberrantes et la formation des risques systémiques. Il ne faut pas oublier à cet égard la leçon de la politique monétaire des USA pour la période 2003-2006. Greenspan avait bien vu qu'un monstre était en train de se mettre en place en raison de la modestie de ses taux directeurs qui permettait le crédit à outrance, donc la bulle des *subprimes*. Aussi a-t-il relevé lentement mais sûrement pendant trois ans ses taux dans l'espoir de

⁶⁶ Voir le dossier : « Une Europe plus compétitive dans une économie globalisée » :

<http://www.easybourse.com/Website/dynamic/ArticleArchives.php?Type=5&lang=fra&pageliste=>

⁶⁷ Voir le récent rapport du FMI : *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2008*, « Dans les pays émergents de l'Europe, la rapidité de la libéralisation financière et l'intégration à l'UE, principaux facteurs des entrées de capitaux, ont entraînés des déficits durables et parfois élevés. Or, la large ouverture des comptes du capital et les régimes de change fixe pratiqués dans plusieurs de ces pays créent des risques de résorption brusque qui n'excluent pas des atterrissages en catastrophes » Autrement dit le libre flux des capitaux les a minés. Et le FMI de conseiller « que ces pays doivent se protéger (tiens donc l'horrible mot !) des fragilités externes en s'assurant qu'un solide dispositif de réglementation et de contrôle du secteur financier existe... »

freiner le gonflement de la bulle. Mais rien n'y fit et il était trop tard : les capitaux venaient des marchés extra étatsuniens en quête de rentabilité maximale.

Dès lors, on peut envisager de contingenter la finance privée européenne, crédits et positions de marché des encours risqués, dans des zones non régulées. De même les flux entrants ne doivent être admis que si les institutions d'où ils sont originaires sont elles-mêmes soumises aux normes européennes, en particulier aux ratios relatifs aux mécanismes de levier, tels que fixés par l'autorité publique européenne de régulation financière. Il s'agit à tout prix d'éviter que la politique monétaire de la zone régulée soit détournée par des afflux de capitaux libres de zones non régulées. Et de ce point de vue, la question, nouvelle relativement, des fonds souverains ne doit pas échapper à la réglementation des relations ainsi revues.

Cette crise financière est d'une ampleur et d'une gravité telles qu'elle oblige à repenser profondément l'organisation de la finance. Bien qu'incomplète, car il est bien d'autres moyens, et incomplètement détaillée faute de temps et de place, la matrice d'une alternative au niveau financier est là. Si M. Trichet l'a compris, le citoyen lambda que je suis peut aussi le comprendre.

Seule la myopie satisfaite peut encore se croire autorisée à donner des leçons d'humanisme et de fatalité et dire, *il n'y a pas d'alternative*. Un congénère, Giulio Tremonti, ministre de l'économie du *Cavaliere* en revient : « *L'idéologie totalitaire inventée pour gouverner le XXI^e siècle a diabolisé l'État et presque tout ce qui était public ou communautaire en mettant le marché souverain en position de dominer tout le reste. Maintenant, on ne peut plus dire que c'était la ligne juste, la seule ligne* ». ⁶⁸ Les Italiens savent être parfois clairvoyants, sous l'évidence : le progrès de la finance fait la régression sociale. L'alternative est que le progrès social fasse la régression de la finance. Il est temps d'en finir avec la légitimation religieuse du monde pour celui de la lucidité et de l'athéisme des Béatitudes.

Angelo Gianfrancesco

⁶⁸ *Le Monde*, 19/03/2008.